



**CNDS**  
CENTRE NATIONAL  
POUR LE  
DÉVELOPPEMENT  
DU SPORT

## TEXTES ADOPTES

### CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CNDS

Mardi 9 juin 2015 à 11h00

Salle TABARLY

Ministère de la Ville, de la Jeunesse, et des Sports

95, avenue de France

75013 Paris

---

*Etablissement public national placé sous la tutelle du Ministre chargé des sports*

**C. N. D. S. – 69/71, rue du Chevaleret - 75013 Paris**

**Tél. : 01 53 82 74 00 – Fax : 01 53 79 70 20**

**Cnds-dg@jeunesse-sports.gouv.fr**

ORDRE DU JOUR  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CNDS  
DU 9 JUIN 2015

|   |    |
|---|----|
| DELIBERATION PORTANT APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 17 MARS 2015.....   | 3  |
| DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DU VERSEMENT AU FONDS DE CONCOURS DU BUDGET DE L'ETAT DESTINE AU FINANCEMENT DES ACTIONS DES FEDERATIONS SPORTIVES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE POUR TOUS ..... | 28 |
| APPROBATION DES PROJETS DE MARCHE ET DE CONVENTION RELATIFS A L'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ET A LA MIGRATION DE LA BASE ORASSAMIS VERS OSIRIS.....   | 30 |
| BUDGET RECTIFICATIF N°1 .....   | 33 |
| DELIBERATION RELATIVE AU DISPOSITIF DE SOUTIEN A L'EMPLOI DANS LE CADRE DU PLAN « CITOYENS DU SPORT ».....  | 39 |
| DELIBERATION RELATIVE AU DISPOSITIF « J'APPRENDS A NAGER » DANS LE CADRE DU PLAN « CITOYENS DU SPORT ».....   | 46 |
| DELIBERATION RELATIVE A LA MODIFICATION DU REGLEMENT GENERAL DU CNDS.....   | 47 |
| POINT D'INFORMATION N°1 : DEMARCHES DE SIMPLIFICATION ENGAGEES PAR LE CNDS.....   | 49 |
| POINT D'INFORMATION N°2 : L'IMPACT DE LA REFORME TERRITORIALE SUR LES COMMISSIONS TERRITORIALES DU CNDS.....  | 53 |

DELIBERATION PORTANT APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DU 17 MARS 2015

**Compte rendu de la séance du Conseil d'administration  
du Centre national pour le développement du sport  
Mardi 17 mars 2015  
Salle du Conseil d'administration – CNOSF**

|  |    |
|--|----|
| 1. Compte rendu du Conseil d'administration du 19 novembre 2014 – délibération n°2015-01.....  | 7  |
| 2. Compte financier 2014 et affectation du résultat – délibération n°2015-02 .....   | 7  |
| 3. Approbation des directives en matière de subventions d'équipement - délibération n°2015-03.....   | 11 |
| 4. Financement d'équipements sportifs – délibération n°2015-04.....  | 17 |
| 5. Subventions aux grands évènements sportifs internationaux – délibération n°2015-05.....   | 18 |
| 6. Modification de la répartition de l'enveloppe nationale – délibération n°2015-08 .....  | 18 |
| 7. Approbation d'une subvention à l'association de reflexion de la candidature aux Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024 – délibération n°2015-09..... | 18 |
| 8. Emplois sportifs qualifiés (ESQ) nationaux « accompagnement des emplois d'avenir » - délibération n°2015-06 .....   | 22 |
| 9. Rapport annuel d'activités pour l'exercice 2014 – délibération n°2015-07 .....  | 23 |
| 10. Point d'information : contrôle interne au CNDS.....  | 25 |

**Délibération n°2015-10**

**Conseil d'administration du 9 juin 2015**

|  |
|--|
| APPROBATION DU COMPTE RENDU DU<br>CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 17 MARS 2015 |
|--|

**Textes de référence :**

Code du Sport ;

Loi n°2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, notamment l'article 53 ;

Règlement général de l'établissement.

La délibération 2015-10 est adoptée à l'unanimité.

|  |
|--|
| <p>DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DU VERSEMENT AU FONDS DE<br/>CONCOURS DU BUDGET DE L'ETAT DESTINE AU FINANCEMENT DES ACTIONS<br/>DES FEDERATIONS SPORTIVES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DE LA<br/>PRATIQUE SPORTIVE POUR TOUS</p> |
|--|

## **Modification du versement du fonds de concours au budget de l'Etat**

Les fédérations engagent de nombreuses actions qui s'inscrivent dans les objectifs de développement de la pratique sportive pour tous (jeunes scolarisés, habitants des quartiers en difficulté, public féminin, personnes en situation de handicap...) assignées comme mission prioritaire à l'établissement.

Afin de contribuer au soutien de ces actions et à leur maintien, la délibération n°2014-28 prise par le Conseil d'administration du 19 novembre 2014 a renouvelé le principe du versement complémentaire au fonds de concours ouvert au budget de l'Etat, pour le financement des actions des fédérations sportives en faveur du développement de la pratique sportive pour tous à hauteur de 19,5 M€.

Ainsi, conformément à la décision n°2014-28, le Directeur général du CNDS et le Directeur des sports ont signé le 23 avril 2015 une convention relative aux modalités de versement au fonds de concours ouvert au budget de l'Etat selon l'échéancier suivant : 10 M€ avant le 30 juin 2015 et 9,5 M€ avant le 30 septembre 2015.

Le Comité interministériel pour l'égalité et la citoyenneté du 06 mars 2015 a notamment décidé d'engager un plan « Citoyens du sport » qui fait l'objet de financements nouveaux.

Pour 2015, la mise en œuvre de ce plan « **Citoyens du sport** » fait l'objet d'un abondement de crédits au programme 219 à hauteur de 6,30 M€. Parmi les mesures inscrites à ce plan, 2 actions « accompagner la professionnalisation des clubs » et l'opération « J'apprends à nager » sont mises en œuvre par le CNDS pour un montant de 3,7 M€.

Afin de permettre au CNDS de mettre en œuvre les deux mesures précitées, il est proposé de diminuer le montant versé par l'établissement au titre du fonds de concours à due proportion, à savoir 3,7 M€

Pour 2015, le montant versé par le CNDS dans le cadre du fonds de concours ouvert au budget de l'Etat, pour le financement des actions des fédérations sportives en faveur du développement de la pratique sportive pour tous est de 15,80 M€.

Les termes de la convention du 23 avril 2015 seront modifiés par voie d'avenant.

**Conseil d'administration du 9 juin 2015**

APPROBATION DE LA MODIFICATION DU VERSEMENT AU FONDS DE  
CONCOURS DU BUDGET DE L'ETAT, DESTINE AU FINANCEMENT DES ACTIONS  
DES FEDERATIONS SPORTIVES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DE LA  
PRATIQUE SPORTIVE POUR TOUS

**Textes en référence :**

Code du Sport ;

Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, notamment l'article 53 ;

Règlement général de l'établissement ;

Délibération n°2014-28 prise par le Conseil d'administration du 19/11/2014.

Le Conseil d'administration, sur le rapport du Directeur général, adopte la délibération suivante :

Le montant de la contribution du CNDS au fonds de concours du budget de l'Etat au titre de l'année 2015 fixé par délibération n°2014-28 prise par le Conseil d'administration du 19 novembre 2014 est modifié.

Au titre de 2015, le versement s'élèvera à 15,8 M€ au titre du fonds de concours ouvert au budget de l'Etat, dont l'objet est de contribuer au financement des actions des fédérations sportives en faveur du développement de la pratique sportive.

Le Directeur général est autorisé à prendre toute décision et à signer toute convention pour l'exécution de la présente délibération.

La délibération 2015-11 est adoptée à l'unanimité.

APPROBATION DES PROJETS DE MARCHÉ ET DE CONVENTION RELATIFS A  
L'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE ET A LA MIGRATION DE LA BASE  
ORASSAMIS VERS OSIRIS

Le CNDS assure la gestion des subventions d'équipement et de fonctionnement en s'appuyant sur deux applications informatiques : SES (équipements) et ORASSAMIS (part territoriale). Le logiciel ORASSAMIS est interfacé avec l'application financière et comptable SIREPA (module de paiement). Actuellement, et conformément à la délibération n°2012-26, l'établissement a souscrit un marché de tierce maintenance applicative (TMA) et d'évolution par bon de commandes auprès du prestataire CAPGEMINI. Ce marché prend fin le 13 décembre 2015.

Malgré les investissements réalisés dans le cadre de ce marché, il apparaît que la base ORASSAMIS construite depuis 2006 repose sur une technologie désormais vieillissante et incompatible à moyen terme avec les nouvelles évolutions attendues en matière de simplification administrative pour les usagers et en matière de sécurisation des données.

Par ailleurs, le renouvellement à venir du marché incite le CNDS à faire évoluer ses systèmes d'information afin de les inscrire dans une démarche interministérielle répondant ainsi aux orientations du Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP). Il est ainsi particulièrement encouragé de rationaliser et de mutualiser les systèmes d'information dans l'intérêt de l'utilisateur et des services utilisateurs. La lettre de mission de novembre 2014 adressée par le Ministre au Directeur général du CNDS a donné les orientations dans ce sens pour l'établissement.

Or, au sein du Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, la direction de la jeunesse et de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) développe en tant que maître d'ouvrage depuis 2011 un système d'information de la vie associative (SIVA) composé de 2 outils connectés : OSIRIS (outil de suivi des associations et d'instructions des subventions) et SIVA-DECISIONNEL (outil de connaissance, de pilotage et de suivi de la vie associative).

Depuis fin 2014, le CNDS, la direction des sports (DS), la direction des systèmes d'information (DSI) des Ministères sociaux et la DJEPVA travaillent sur l'opportunité et la faisabilité d'une convergence de l'application ORASSAMIS vers OSIRIS. A très court terme, la mutualisation des deux SI doit permettre d'inscrire ce projet au cœur des chantiers de simplification et de dématérialisation « Dites-le nous une fois ».

Ainsi, la démarche engagée par le CNDS s'inscrit-elle pleinement dans une démarche de simplification des procédures de demandes de subventions au bénéfice des associations sportives (près de 24 600 recensés en 2014).

Pour être accompagné dans la démarche de diagnostic et d'évolution, le CNDS a souscrit un marché d'AMO (34K€) auprès de l'UGAP confiant ainsi à la société CGI la charge de réaliser une étude préalable sur l'opportunité et les modalités de convergence des deux SI. Cette étude remise en avril 2015 a confirmé la possibilité technique de cette convergence. Elle permet de disposer d'un macro chiffrage et de recommandations dans l'échéancier de déploiement de cette évolution (1<sup>er</sup> janvier 2017).

La poursuite de ce projet supposera pour le CNDS de signer une convention avec la DJEPVA/DSI assurant la maîtrise d'œuvre d'OSIRIS et d'avoir recours à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO).

En application du 7° de l'article 5 du décret n°2006-248 du 2 mars 2006, intégré au Code du sport, portant création du Centre national pour le développement du sport, il revient au Conseil d'administration de délibérer sur les catégories de contrats et de conventions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation, et celles dont il délègue la responsabilité au Directeur général.

A ce titre, le Conseil a précisé dans son règlement intérieur que la passation de tout marché d'un **montant supérieur à 100 K€** devait faire l'objet d'une délibération du Conseil d'administration.

A ce stade, les différents macro-chiffrages réalisés par l'AMOA, la DJEPVA et la DSI permettent d'identifier les besoins suivants :

- un marché d'AMOA pour un montant prévisionnel de prestations de **240 K€ TTC** (macro chiffrage CGI) pour la durée totale de la migration. La définition précise des charges d'AMOA, qui fait l'objet d'un travail concerté entre le CNDS, la DJEPVA, la DS et la DSI, permettra assurément de réduire le coût de cet accompagnement ;
- une convention avec la DJEPVA/DSI pour la prise en charge des coûts de développement informatiques spécifiques au CNDS pour un montant prévisionnel de **220 K€ TTC** (chiffrage DJEPVA/DSI).

Il est donc proposé au Conseil d'administration d'autoriser le Directeur général à lancer les consultations et à passer les conventions et marchés publics correspondants.

En outre, dans une seconde phase, l'outil SIVA-DECISIONNEL sera également adapté pour permettre de disposer de tous les outils d'analyse et de restitution de l'utilisation de la part territoriale du CNDS. Ainsi, les travaux engagés par le CNDS, la direction des sports, la DJEPVA et la DSI se poursuivent-ils et permettront de préciser lors du prochain Conseil d'administration, un montant affiné du coût du projet (intégrant les évolutions attendues dans le SIVA DECISIONNEL) et de son coût annuel maintenance applicative.

Une présentation spécifique (calendrier de mise en œuvre, coûts financiers,...) sera effectuée à l'occasion du prochain Conseil d'administration et pendant toute la durée de mise en œuvre de ce projet.



Conseil d'administration du 9 juin 2015

APPROBATION DES PROJETS DE MARCHE ET DE CONVENTION RELATIFS A  
L'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ET A LA MIGRATION DE LA BASE  
ORASSAMIS VERS OSIRIS

**Textes de référence :**

Code du sport ;

Délibération n°2006-05 du 27 mars 2006 ;

Règlement général de l'établissement ;

**Le Conseil d'administration, sur le rapport du Directeur général, adopte la délibération suivante :**

Le Directeur général est autorisé à passer une convention avec la DJEPVA/DSI permettant la prise en charge des développements informatiques spécifiques au CNDS au sein de l'application OSIRIS. Le montant prévisionnel de cette convention est de 220 000€ TTC pour la durée de la phase de développement et de reprises de données d'ORASSAMIS.

Le Directeur général est autorisé à contractualiser avec un prestataire dans le cadre d'un marché public pour assurer l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la migration du système d'information ORASSAMIS vers OSIRIS. Le montant prévisionnel de ce marché est de 240 000 € TTC pour la durée de développement et de reprise de données d'ORASSAMIS.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de l'établissement.

Le Directeur général est autorisé à prendre toute décision et à signer toute convention pour l'exécution de la présente délibération. Le Directeur général rendra compte à chacun des Conseils d'administration des conditions de mise en œuvre de ce projet et du coût à charge pour le CNDS.

La délibération 2015-12 est adoptée à l'unanimité.

BUDGET RECTIFICATIF N°1

**Délibération 2015-13**

**Conseil d'administration du 9 juin 2015**

|   |
|---|
| APPROBATION DU BUDGET RECTIFICATIF N°1 - 2015 |
|---|

**Le Conseil d'administration du Centre National pour le développement du sport,**

Sur le rapport du Directeur général, le Conseil d'administration du CNDS approuve le budget rectificatif n° 1-2015 ;

Le Directeur général et l'agent comptable, chacun pour ce qui le concerne, sont autorisés à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La délibération 2015-13 est adoptée à l'unanimité.

## Évolutions apportées par le budget rectificatif n°1

Cette modification du budget est principalement motivée par la nécessité d'ajuster les dépenses de fonctionnement de l'établissement. Il est également porté à la connaissance du Conseil d'administration les mouvements de transferts intervenant à l'intérieur des enveloppes « fonctionnement » et « intervention ».

Le Conseil doit en conséquence se prononcer sur les ajustements suivants :

### ENVELOPPE « FONCTIONNEMENT » :

#### En dépenses

Le CNDS a réalisé des transferts de crédits à l'intérieur de l'enveloppe de fonctionnement. Ces ajustements ne sont pas soumis au vote du Conseil d'administration mais sont néanmoins présentés dans le tableau 7 du budget rectificatif.

Cependant il est apparu nécessaire de faire voter une enveloppe complémentaire de crédits pour un montant total de **240 000 euros** dont l'explication est la suivante.

Pour permettre le paiement des subventions de la part territoriale, le CNDS dispose d'une application « ORASSAMIS » interfacé avec l'application financière et comptable du CNDS « SIREPA ». Ce mode de fonctionnement permet au CNDS d'être réactif dans le versement des subventions.

Dans le cadre d'un projet interministériel, une réflexion a été portée sur l'opportunité de faire converger l'application ORASSAMIS vers OSIRIS dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA).

Le CNDS a souhaité faire une étude sur l'opportunité, la faisabilité de ce transfert et sur les conséquences notamment budgétaires occasionnées par cette décision.

Les crédits complémentaires de cette enveloppe correspondent principalement à cette opération :

- **34 000 euros** au titre de l'étude de faisabilité d'une convergence de l'application ORASSAMIS vers OSIRIS ;
- **200 000 euros** correspondant aux premiers travaux à réaliser par la DJEPVA pour permettre cette convergence.

Le CNDS, à ce stade, n'a pas encore le coût intégral du projet. Cependant, un point sera effectué sur cette opération lors du Conseil d'administration de novembre prochain.

- **6000 euros** complémentaires au titre de dépenses réalisées dans le cadre de travaux d'expertise et d'évaluation des grands événements sportifs.



Le tableau ci-après récapitule les concours financiers répartis entre les subventions de fonctionnement et les subventions d'équipement ainsi que l'estimation des engagements pluriannuels.

|  | Autorisation d'engagement |                             | Crédits de paiement (2015) |
|--|---------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| <b>Fonctionnement</b>  | pour l'année 2015         | pour les années ultérieures |                            |
| Niveau national  | 19 425 000,00             |                             | 18 515 000,00              |
| Mécénat  | 1 200 000,00              |                             | 1 200 000,00               |
| Fonds de concours  | 15 800 000,00             |                             | 15 800 000,00              |
| <b>Sous-total niveau national</b>                              | <b>36 425 000,00</b>      |                             | <b>35 515 000,00</b>       |
| Niveau local   | 109 178 909,00            |                             | 130 700 000,00             |
| <i>Estimation engagements pluriannuels - Part territoriale</i> |                           | 88 236 000,00               |                            |
| <i>ESQ Territoriaux</i>  |                           |                             |                            |
| <b>Sous-total niveau local</b>                                 | <b>197 414 909,00</b>     |                             | <b>134 784 550,00</b>      |
| <b>Total fonctionnement</b>                                    | <b>233 839 909,00</b>     |                             | <b>170 299 550,00</b>      |
| <b>Equipement</b>  |                           |                             |                            |
| Projets structurants   | 10 000 000,00             |                             | 0,00                       |
| Niveau national  | 25 000 000,00             |                             | 47 473 000,00              |
| Niveau local   |                           |                             | 4 430 000,00               |
| <i>Euro 2016</i>   | 2 000 000,00              |                             | 18 800 000,00              |
| Politique contractuelle  | 4 000 000,00              |                             | 13 840 000,00              |
| <b>Total Equipement</b>  | <b>41 000 000,00</b>      |                             | <b>84 543 000,00</b>       |
| <b>Total général enveloppe intervention</b>                    | <b>274 839 909,00</b>     |                             | <b>254 842 550,00</b>      |

Le tableau ci-après présente pour information, les principaux résultats financiers attendus à partir de sa situation arrêtée au 31/12/2014.

Il s'agit néanmoins d'un tableau de projection qui n'intègre pas certaines opérations telles que pour 2015 :

Les amortissements (0,160M€)- voir tableau 7 du BR1

Les investissements de l'établissement (0,290M€) – voir tableau 8 du BR1

TABLEAU DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE POUR LE BUDGET DU CNDS

| RECETTES (M€)  | CP 2006        | CP 2007        | CP 2008        | CP 2009        | CP 2010*        | CP 2011*        |                | CP 2012        |                | CP 2013        |                | CP 2014        |                | CP 2015        |                | CP 2016        |                | CP 2017        |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Recettes brutes</b>                                 |                |                |                |                |                 |                 |                |                |                |                |                |                |                | 270            |                | 251,8          |                | 240,8          |
| <b>FAR</b>   |                |                |                |                |                 |                 |                |                |                |                |                |                |                | 10,8           |                | 10,08          |                | 9,6            |
| <b>Recettes nettes</b>                                 | 204,5          | 244,2          | 273,6          | 210,7          | 226,5           | 263,3           |                | 273,0          |                | 272,4          |                | 273,5          |                | 259,5          |                | 242,1          |                | 231,2          |
| FdJ principal  | 150,0          | 152,7          | 163,0          | 166,3          | 168,3           | 170,8           |                | 173,8          |                | 176,3          |                | 176,3          |                | 163,3          |                | 153,4          |                | 143,5          |
| FdJ complémentaire                                     |                |                |                |                |                 | 24,0            |                | 24,0           |                | 24,0           |                | 24,0           |                | 24,0           |                | 16,5           |                | 15,5           |
| Paris sportifs   | 20,7           | 41,7           | 63,0           |                | 14,4            | 24,1            |                | 31,5           |                | 31,0           |                | 31,0           |                | 31,0           |                | 31,0           |                | 31,0           |
| Contribution droits télévisuels                        | 32,2           | 39,7           | 43,5           | 43,4           | 43,5            | 43,1            |                | 43,4           |                | 40,9           |                | 40,9           |                | 40,9           |                | 40,9           |                | 40,9           |
| Produits exceptionnels                                 |                | 6,9            |                |                |                 | 0,6             |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |
| Produits financiers et reversements                    | 1,5            | 3,3            | 4,1            | 1,0            | 0,3             | 0,7             |                | 0,3            |                | 0,2            |                | 1,3            |                | 0,3            |                | 0,3            |                | 0,3            |
| <b>DEPENSES (M€)</b>                                   | <b>CP 2006</b> | <b>CP 2007</b> | <b>CP 2008</b> | <b>CP 2009</b> | <b>CP 2010*</b> | <b>CP 2011*</b> | <b>AE 2012</b> | <b>CP 2012</b> | <b>AE 2013</b> | <b>CP 2013</b> | <b>AE 2014</b> | <b>CP 2014</b> | <b>AE 2015</b> | <b>CP 2015</b> | <b>AE 2016</b> | <b>CP 2016</b> | <b>AE 2017</b> | <b>CP 2017</b> |
| <b>DEPENSES</b>  | 179,4          | 217,3          | 246,8          | 215,7          | 247,2           | 283,1           | 369,5          | 275,0          | 241,2          | 267,2          | 235,5          | 297,3          | 274,9          | 257,0          | 166,2          | 237,7          | 141,3          | 229,4          |
| <b>FRAIS DE STRUCTURE</b>                              | 1,2            | 2,2            | 2,2            | 2,8            | 2,8             | 2,8             | 3,3            | 3,3            | 3,3            | 2,8            | 3,1            | 2,7            | 3,3            | 3,3            | 3,0            | 3,0            | 3,0            | 3,0            |
| <b>FOND DE CONCOURS ETAT</b>                           |                |                |                | 6,3            | 19,0            | 16,0            | 19,5           | 19,5           | 19,5           | 19,5           | 19,5           | 19,5           | 15,8           | 15,8           | 19,5           | 19,5           | 19,5           | 19,5           |
| <b>SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT</b>                   | 140,3          | 166,5          | 186,0          | 152,0          | 158,8           | 165,8           | 182,9          | 167,1          | 150,4          | 156,1          | 150,6          | 155,1          | 216,8          | 153,3          | 95,7           | 145,7          | 100,3          | 141,7          |
| Part territoriale                                      | 119,8          | 123,2          | 127,7          | 136,3          | 137,8           | 142,0           | 142,0          | 142,0          | 133,3          | 133,3          | 132,3          | 132,3          | 197,4          | 130,7          | 79,2           | 124,0          | 83,9           | 120,0          |
| ESQ territoriaux ou emplois CNDS (à partir de 2015)    |                |                |                |                |                 |                 |                |                |                |                |                |                |                | 4,1            |                | 4,1            |                | 4,1            |
| Part nationale   | 20,5           | 43,3           | 58,3           | 15,7           | 21,0            | 23,8            | 40,9           | 25,1           | 17,1           | 22,8           | 18,3           | 22,8           | 19,4           | 18,5           | 16,4           | 17,6           | 16,4           | 17,6           |
| <b>HORS INTERNATIONAL</b>                              |                |                |                |                |                 |                 | 16,0           | 16,0           | 14,1           | 14,1           | 14,8           | 14,8           | 10,3           | 12,0           | 11,4           | 11,4           | 11,4           | 11,4           |
| <b>INTERNATIONAL</b>                                   |                |                |                |                |                 |                 | 24,9           | 9,1            | 3,0            | 8,7            | 3,5            | 8,0            | 5,4            | 6,5            | 5,0            | 6,2            | 5,0            | 6,2            |
| AE au titre des délibérations antérieures              |                |                |                |                |                 |                 |                |                |                |                |                |                | 3,7            |                |                |                |                |                |
| <b>(Millions d'euros)</b>                              | <b>CP 2006</b> | <b>CP 2007</b> | <b>CP 2008</b> | <b>CP 2009</b> | <b>CP 2010*</b> | <b>CP 2011*</b> | <b>AE 2012</b> | <b>CP 2012</b> | <b>AE 2013</b> | <b>CP 2013</b> | <b>AE 2014</b> | <b>CP 2014</b> | <b>AE 2015</b> | <b>CP 2015</b> | <b>AE 2016</b> | <b>CP 2016</b> | <b>AE 2017</b> | <b>CP 2017</b> |
| <b>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS</b>                       | 37,9           | 48,6           | 58,6           | 54,6           | 66,6            | 98,5            | 163,8          | 85,1           | 68,0           | 88,8           | 62,3           | 119,9          | 39,0           | 84,5           | 48,0           | 69,5           | 18,5           | 65,1           |
| <b>EQUIPEMENTS STRUCTURANTS</b>                        |                |                |                |                |                 |                 |                |                |                |                |                |                | 10,0           | 0,0            | 10,0           | 0,5            | 10,0           | 2,5            |
| <b>AE à partir de 2015</b>                             |                |                |                |                |                 |                 |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |
| FNDS - engagements pris avant 2006 -                   | 34,9           | 27,4           | 18,0           | 6,3            | 2,7             | 0,7             |                | 0,7            |                | 1,3            |                | 0,9            |                | 0,5            |                | 0,5            |                | 0,5            |
| Crédits régionalisés - AE de 2008 et 2012 -            | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 5,3            | 10,1            | 11,4            | 15,0           | 12,1           | 0,0            | 11,4           | 0,0            | 5,6            | 0,0            | 4,4            | 0,0            | 2,6            | 0,0            | 0,0            |
| Enveloppe nationale (hors contrats) AE de 2006 et 2014 | 2,8            | 18,1           | 34,7           | 34,2           | 38,2            | 44,8            | 37,9           | 57,9           | 50,0           | 56,5           | 35,3           | 42,8           | 25,0           | 47,0           | 25,0           | 39,3           | 0,0            | 36,2           |
| Politiques contractuelles AE à partir de 2006          | 0,2            | 3,1            | 5,9            | 8,8            | 15,6            | 13,2            | 21,3           | 9,4            | 18,0           | 8,9            | 7,0            | 14,0           | 4,0            | 13,8           | 13,0           | 10,1           | 8,5            | 10,5           |
| <b>EURO 2016</b>                                       |                |                |                |                |                 | 28,4            | 89,6           | 5,0            |                | 10,6           | 32,0           | 56,6           | 2,0            | 18,8           |                | 16,5           |                | 15,5           |
| <b>Engagements pris entre 2011 et 2014</b>             |                |                |                |                |                 |                 |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |

|                              | 2006  | 2007 | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015 | 2016 | 2017 |
|------------------------------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|
| <b>Résultat annuel</b>       | 25,1  | 26,9 | 26,8  | -5,0  | -20,7 | -19,7 | -1,9  | 5,2   | -23,8 | 2,5  | 4,4  | 1,8  |
| Réserves fin d'année         | 25,0  | 51,9 | 78,8  | 73,7  | 53,0  | 33,1  | 31,2  | 36,3  | 12,5  | 15,1 | 19,5 | 21,3 |
| Dont réserve de précaution   | 0,0   | 7,5  | 17,5  | 17,5  | 17,5  | 17,5  | 17,5  | 17,5  | 0,0   | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| <b>Fonds de roulement**</b>  | 24,8  | 51,7 | 78,5  | 73,5  | 52,8  | 33,1  | 31,2  | 36,3  | 12,5  | 15,1 | 19,5 | 21,3 |
| Besoin en fonds de roulement | -16,1 | -9,4 | -19,4 | -30,6 | -16,4 | -20,6 | -34,9 | -49,9 | -2,5  | 1,6  | 4,0  | 4,8  |
| Trésorerie au 31/12          | 41,0  | 61,0 | 97,9  | 103,9 | 69,2  | 53,7  | 66,1  | 86,2  | 15,0  | 13,5 | 15,4 | 16,5 |

|  |
|--|
| <b>DELIBERATION RELATIVE AU DISPOSITIF DE SOUTIEN A L'EMPLOI DANS LE<br/>CADRE DU PLAN « CITOYENS DU SPORT »</b> |
|--|

Un des axes forts du plan « Citoyens du Sport », acté lors du comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC), le 6 mars 2015, consiste à permettre l'accès des jeunes, qui en sont le plus éloignés, à la pratique sportive.

Il convient, à cet effet, de promouvoir une offre sportive diversifiée spécifique pour ce public. Cette offre doit reposer sur les associations sportives garantes d'activités de qualité et organisées en toute sécurité.

Il a été décidé, en conséquence, de dégager des moyens spécifiques pour soutenir la professionnalisation du mouvement sportif.

Il est proposé au Conseil d'administration de mettre en place, à ce titre, un dispositif spécifique, financé à hauteur de 2,7 millions d'euros, sur la part territoriale 2015.

Ce dispositif vise à soutenir le recrutement de 300 éducateurs sportifs supplémentaires en 2015 et doit répondre aux critères suivants :

↳ Public visé : la population, et notamment les jeunes, résidant prioritairement dans les quartiers de la politique de la ville (QPV).

↳ Conditions :

- Ces éducateurs se consacreront pour l'essentiel au développement de la pratique féminine.
- Trois situations d'éligibilité permettent de bénéficier d'une « aide à l'emploi en QPV » (non cumulatifs) :
  - o l'équipement principal utilisé par le club est implanté au sein d'un QPV ;
  - o le siège social du club est situé dans un QPV ;
  - o les actions développées par le club touchent un public majoritairement composé d'habitants de QPV.
- Le recrutement d'éducatrices sportives doit être particulièrement encouragé.
- Le plafond de l'aide financière par emploi et par an est majoré de 50% au regard de celui du dispositif « Emplois CNDS » existant, soit 18K€. Pour 2015, le montant de l'aide s'élève à 9K€ correspondant à une durée de 6 mois.
- La durée de l'aide est de 3 ans. A l'issue de cette période, il pourra être décidé par le Conseil d'administration de l'éventuel renouvellement de ces aides.
- L'objectif de 300 emplois en 2015 s'ajoute à celui fixé dans la note de service N°2015-DEFIDEC/DSE-01 du 9 janvier 2015. Les modalités de leur répartition entre les régions s'effectuent au prorata de la population en QPV.

↳ Structures éligibles : Structures éligibles aux subventions de fonctionnement de la part territoriale.



↳ Calendrier de mise en œuvre : il est rappelé que les dates de transmission des demandes de paiement à l'Agence Comptable, pour la part territoriale, sont fixées au :

- 30 octobre 2015 pour l'envoi des états de paiement sur ORASSAMIS ;
- 13 novembre 2015 pour la réception au CNDS des courriers comprenant les états de paiement et les pièces jointes afférentes (conventions, RIB).

Conseil d'administration du 9 juin 2015

|  |
|--|
| DELIBERATION RELATIVE AU DISPOSITIF DE SOUTIEN A L'EMPLOI DANS LE<br>CADRE DU PLAN « CITOYENS DU SPORT » |
|--|

**Le Conseil d'administration, sur la proposition du Directeur général, adopte la délibération suivante :**

Dans le cadre du plan « Citoyens du Sport », acté lors du comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC), le 6 mars 2015, une enveloppe complémentaire de 2,7M€ est ajoutée sur la part territoriale dans le but de faciliter l'accès à la pratique sportive des jeunes qui en sont les plus éloignés, résidant notamment au sein de quartiers de la politique de la ville (QPV).

Le tableau ci-après présente la répartition des objectifs à atteindre en matière de création d'emplois en QPV (300 en 2015) ainsi que la répartition des crédits correspondants.

La délibération 2015-14 est adoptée à l'unanimité.

| Territoire             | Objectif en nombre d'emplois<br>CNDS/CIEC à créer en 2015<br>Plan citoyens du sport | Montants<br>2015   |
|------------------------|---|--------------------|
| Alsace                 | 8   | 72 000 €           |
| Aquitaine              | 6   | 54 000 €           |
| Auvergne               | 2   | 18 000 €           |
| Bourgogne              | 4   | 36 000 €           |
| Bretagne               | 5   | 45 000 €           |
| Centre                 | 9   | 81 000 €           |
| Champagne-Ardenne      | 6   | 54 000 €           |
| Corse                  | 1   | 9 000 €            |
| Franche-Comté          | 4   | 36 000 €           |
| Ile de France          | 89  | 801 000 €          |
| Languedoc-Roussillon   | 13  | 117 000 €          |
| Limousin               | 2   | 18 000 €           |
| Lorraine               | 7   | 63 000 €           |
| Midi-Pyrénées          | 7   | 63 000 €           |
| Nord-Pas de Calais     | 29  | 261 000 €          |
| Basse Normandie        | 3   | 27 000 €           |
| Haute Normandie        | 7   | 63 000 €           |
| Pays de la Loire       | 8   | 72 000 €           |
| Picardie               | 8   | 72 000 €           |
| Poitou-Charentes       | 4   | 36 000 €           |
| Prov-Alpes-Côte d'Azur | 29  | 261 000 €          |
| Rhône Alpes            | 21  | 189 000 €          |
| Guadeloupe             | 2   | 18 000 €           |
| Guyane                 | 7   | 63 000 €           |
| Martinique             | 2   | 18 000 €           |
| Réunion                | 9   | 81 000 €           |
| Mayotte                | 8   | 72 000 €           |
| St Pierre & Miquelon   | 0   | - €                |
| Nouvelle Calédonie     | 0   | - €                |
| Polynésie Française    | 0   | - €                |
| Wallis & Futuna        | 0   | - €                |
| <b>TOTAL</b>           | <b>300</b>  | <b>2 700 000 €</b> |

|   |
|---|
| <b>DELIBERATION RELATIVE AU DISPOSITIF « J'APPRENDS A NAGER » DANS LE CADRE DU PLAN « CITOYENS DU SPORT »</b> |
|---|

L'analyse des chiffres de l'opération « Savoir nager », menée par le Conseil interfédéral des activités aquatiques, montre la difficulté d'approcher les territoires les plus défavorisés. L'évaluation conduite par le Ministère de l'éducation nationale dans le cadre du plan « J'apprends à nager » sur 300 collèges montre que 48% des élèves ne savent pas nager à l'entrée en 6<sup>ème</sup>.

Dans le cadre du plan « Citoyens du Sport », acté lors du comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC), le 6 mars 2015, il a été décidé de dégager des moyens spécifiques pour soutenir des opérations d'apprentissage de la natation sur l'ensemble du territoire.

Il est proposé au Conseil d'administration de mettre en place, à ce titre, un dispositif spécifique, financé à hauteur d'un million d'euros sur la part nationale 2015.

Ce dispositif, sous la forme d'un appel à projets national, soutient des stages d'apprentissage de la natation et doit répondre aux critères suivants :

↳ Public visé : les enfants de 6 à 12 ans, ne sachant pas nager, résidant prioritairement dans les zones carencées (QPV et ZRR).

↳ Conditions des stages :

- Le stage d'apprentissage pourra se dérouler pendant les vacances scolaires, les week-ends ou lors des temps périscolaires.
- La durée minimum devra être de 10 heures et pourra être divisée en séances de 30 minutes à 1 heure selon le niveau et l'âge des enfants ainsi que les conditions de pratique.
- Le nombre d'enfants ne devra pas excéder 15 afin de favoriser un meilleur apprentissage.
- Les séances devront être encadrées par du personnel qualifié.
- La capacité à savoir nager devra être validée à la fin du stage par la réussite au test « Sauv'Nage » validé par le CIAA.
- Les stages devront être gratuits au regard du public visé. Toutefois, une participation symbolique pourra être exceptionnellement demandée pour couvrir, par exemple, les frais d'assurance.

↳ Porteurs de l'opération : les associations sportives, les collectivités territoriales ou leurs groupements, les associations et groupements d'intérêt public qui interviennent dans le domaine des activités physiques et sportives (art. R. 411-2 du code du sport). Il conviendra d'encourager les coopérations entre le mouvement sportif et les collectivités territoriales afin de favoriser l'émergence d'une offre de stages.

Cependant, le CNDS ne prévoit pas, dans son règlement général, la possibilité d'attribuer des subventions de fonctionnement au titre de la part nationale à des associations locales et aux collectivités territoriales ou à leurs groupements.

Il est donc proposé au Conseil d'administration d'autoriser, à titre exceptionnel, le CNDS à leur attribuer ces subventions, uniquement dans le cadre du plan « Citoyens du Sport », et exclusivement pour soutenir des actions s'inscrivant dans le dispositif « J'apprends à nager ».

↳ Financement :

- Les crédits pourront, au-delà de l'encadrement du stage et de l'assurance, financer les transports des enfants sur le lieu de stage, dans le cas de zones particulièrement éloignées des d'équipements aquatiques.
- Les crédits seront répartis entre les régions au prorata de la population des QPV et ZRR.
- Le tableau ci-après répartit les crédits par région sans que ceux-ci soient figés. Le Directeur général du CNDS pourra décider d'une répartition nouvelle dès lors que des besoins de réajustement s'avèreraient utiles.

| TERRITOIRE             | DROIT DE TIRAGE<br>PART NATIONALE 2015 |
|------------------------|--|
| Alsace                 | 13 461 €                               |
| Aquitaine              | 64 275 €                               |
| Auvergne               | 41 055 €                               |
| Bourgogne              | 41 510 €                               |
| Bretagne               | 16 739 €                               |
| Centre                 | 55 275 €                               |
| Champagne-Ardenne      | 46 513 €                               |
| Corse                  | 8 631 €                                |
| Franche-Comté          | 21 873 €                               |
| Ile de France          | 150 186 €                              |
| Languedoc-Roussillon   | 44 050 €                               |
| Limousin               | 29 710 €                               |
| Lorraine               | 36 194 €                               |
| Midi-Pyrénées          | 83 520 €                               |
| Nord-Pas de Calais     | 49 886 €                               |
| Basse Normandie        | 18 432 €                               |
| Haute Normandie        | 14 398 €                               |
| Pays de la Loire       | 25 203 €                               |
| Picardie               | 19 400 €                               |
| Poitou-Charentes       | 40 099 €                               |
| Prov-Alpes-Côte d'Azur | 61 125 €                               |
| Rhône Alpes            | 53 804 €                               |
| Guadeloupe             | 3 841 €                                |
| Guyane                 | 28 383 €                               |
| Martinique             | 2 517 €                                |
| Réunion                | 15 522 €                               |
| Mayotte                | 14 398 €                               |
| St Pierre & Miquelon   | 0 €                                    |
| Nouvelle Calédonie     | 0 €                                    |
| Polynésie Française    | 0 €                                    |
| Wallis & Futuna        | 0 €                                    |
| <b>TOTAL</b>           | <b>1 000 000 €</b>                     |

**Ces droits de tirage ont été répartis pour 50% en  
fonction de la population en QPV et pour 50%  
en fonction de celle en ZRR**

↳ Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

- A partir du 10 juin 2015 : Diffusion par le CNDS aux D(R)JSCS de l'appel à projets national « J'apprends à nager »
- A partir du 11 juin 2015 : Diffusion de l'information par les D(R)JSCS au plan territorial
- 30 août 2015 : Date limite des retours des candidatures au CNDS – DEFIDEC
- 31 août au 4 septembre 2015 : Organisation du comité de sélection chargé de désigner les dossiers qui seront financés
- Du 7 au 11 septembre 2015 : Transmission par le CNDS aux D(R)JSCS de la liste des actions retenues
- Du 12 septembre au 2 octobre 2015 : Contractualisation du CNDS avec les structures retenues

Juin 2016 : Transmission au CNDS par les bénéficiaires du bilan des actions financées

Conseil d'administration du 9 juin 2015

|  |
|--|
| DELIBERATION RELATIVE AU DISPOSITIF « J'APPRENDS A NAGER » DANS LE CADRE DU PLAN « CITOYENS DU SPORT » |
|--|

**Le Conseil d'administration, sur la proposition du Directeur général, adopte la délibération suivante :**

Dans le cadre du plan « Citoyens du Sport », acté lors du comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC), le 6 mars 2015, le dispositif « J'apprends à nager » est renforcé par la mise en place d'un dispositif spécifique de soutien des opérations d'apprentissage de la natation, financé à hauteur d'un million d'euros sur la part nationale 2015.

Le CNDS est autorisé, à titre exceptionnel, dans le cadre du plan « Citoyens du Sport », à attribuer des subventions de fonctionnement de la part nationale aux associations locales et aux collectivités territoriales ou à leurs groupements, pour financer uniquement des actions s'inscrivant dans le dispositif « J'apprends à nager ».

Les subventions attribuées à ce titre ne sont pas soumises à l'approbation préalable du Conseil d'administration et relèvent de la décision du Directeur général du CNDS.

Le Directeur général rendra compte de l'utilisation de l'enveloppe au cours du premier Conseil d'administration de l'année civile suivante, en remettant aux administrateurs la liste des bénéficiaires.

La délibération 2015-15 est adoptée à l'unanimité.

## **Modification du Règlement général du CNDS**

Par lettre de la direction de la législation fiscale du Ministère du budget en date du 31 janvier 2014, le CNDS a été admis au régime juridique du mécénat posé par l'art 238 bis-1-a du Code général des impôts.

Le Conseil d'administration de l'établissement a adopté, lors de sa séance du 25 mars 2014, la délibération n°2014-10 autorisant le CNDS à percevoir des dons et legs au titre du mécénat afin de financer des actions relevant de l'objet statutaire de l'établissement. Le Directeur général est en charge de la préparation des conventions.

Dans ce cadre, la Fondation USA Coca-Cola a retenu en 2014 la candidature du CNDS pour la mise en œuvre d'une action de mécénat au titre de la thématique du sport – santé et a proposé un versement au CNDS d'un montant annuel de 680 000 \$ pendant 3 ans (part nationale).

Le Conseil d'administration de l'établissement a adopté, le 19 novembre 2014, la délibération n°2014-25 autorisant le Directeur général à signer la convention avec la Fondation USA Coca-Cola et ses éventuels avenants au titre du mécénat.

La mise en œuvre des actions relevant du mécénat est assurée au niveau national. A ce titre, le CNDS a diffusé, le 11 février 2015, via la note de service n°2015-DEFIDEC-02 deux appels à projets :

- un relatif aux actions de prévention et de traitement de l'obésité au sein des régions ;
- un relatif à l'observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité.

Les structures éligibles aux financements sont celles visées à l'article R.411-2 du code du sport.

Cependant, le CNDS ne prévoit pas, dans son Règlement général, la possibilité d'attribuer des subventions de fonctionnement à des associations locales au titre de la part nationale.

Il est donc proposé au Conseil d'administration d'ajouter, dans le Règlement général de l'établissement, uniquement au titre du mécénat, une rédaction indiquant la possibilité de financer, sur la part nationale, des associations locales.



Conseil d'administration du 9 juin 2015

|                                   |
|-----------------------------------|
| MODIFICATION DU REGLEMENT GENERAL |
|-----------------------------------|

Le Conseil d'administration, sur la proposition du Directeur général, adopte la délibération suivante :

Le Règlement général est modifié comme suit dans son article 4 :

Il est ajouté un point 4-1-4 Subventions de fonctionnement destinées aux associations locales au titre de la part nationale :

« Les structures éligibles aux subventions de fonctionnement de la part territoriale, telles que décrites dans l'article 4-1-3 du présent règlement, peuvent bénéficier, de subventions de fonctionnement de la part nationale uniquement dans le cadre de dispositifs de mécénat ».

Le point 4-1-4 Conventions pluriannuelles devient le point 4-1-5.

La délibération 2015-16 est adoptée à l'unanimité.

|   |
|---|
| <b>POINT D'INFORMATION N°1 : DEMARCHES DE SIMPLIFICATION<br/>ENGAGEES PAR LE CNDS</b> |
|---|

Conformément à sa lettre d'orientation pour 2015, le Directeur général du CNDS poursuit la mise en œuvre d'un plan pluriannuel de simplification qui s'inscrit notamment dans le prolongement du rapport relatif à la mise en œuvre du choc de simplification pour les associations, remis au Président de la République en octobre 2014, par M. Yves Blein, Député.

Ce rapport propose 50 mesures en vue de la simplification des relations entre l'Etat et les associations et de l'allègement des contraintes qui pèsent sur la gestion de ces associations.

Le CNDS est concerné par 19 d'entre-elles, les autres couvrant d'autres champs d'intervention. Parmi ces 19 propositions, quelques-unes sont directement pilotées par le CNDS. Ainsi, les principaux champs d'investigations et d'évolutions sont couverts par les services du premier Ministre et du Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports : Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), Direction de l'information légale et administrative (DILA) et Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA).

Pour une majorité de propositions d'évolution, le CNDS participe activement et suit avec attention les travaux engagés par les Directions du Ministère pour les domaines qu'il ne pilote pas (exemple : Programme "Dites-le nous une fois", guichet unique, coffre-fort associatif).

Ce point d'information a pour objet de présenter les actions déjà engagées et/ou réalisées par l'établissement en la matière et les actions à venir.

## **I- Des engagements forts du CNDS en 2015 s'agissant des demandes de subvention par les associations au titre de la part territoriale**

### **1) La participation du CNDS à l'appel à projet du SGMAP au titre du programme "Dites-le nous une fois"**

Afin de coordonner le développement des systèmes d'information de la vie associative et notamment les services à destination des associations, la DJEPVA a engagé une évolution sur la gouvernance des Systèmes d'information de la vie associative (SIVA), dont le comité de pilotage se réunit à fréquence biannuelle. Il s'appuie sur deux comités de suivi dont un est dédié aux services dématérialisés en vue de simplifier les démarches administratives des associations (réunions bimestrielles). Son objectif est de concevoir et réaliser des services innovants à destination des associations et du grand public. Cela vise aussi à relier les systèmes d'information de la vie associative afin de simplifier le traitement des démarches par les administrations de l'Etat ou les collectivités territoriales.

Cette initiative répond à la proposition n°9 du rapport Blein "Créer un comité de pilotage : dématérialisation des démarches associatives, comprenant en son sein des représentants des collectivités locales et des associations".

C'est dans ce cadre que la DJEPVA a souhaité se positionner comme porteur du projet "Dites-le nous une fois", initié par le SGMAP.

Le 24 mars dernier, le Directeur général du CNDS a confirmé, à l'occasion d'une réunion relative à la gouvernance des systèmes d'information de la vie associative, son accord pour mettre à disposition des moyens en ressources humaines à hauteur de 75 jours/hommes. Un accord/cadre a depuis été signé le même jour en ce sens.

## **2) La poursuite de la dématérialisation des demandes de subvention via l'outil interministériel E-subvention**

La DILA, en concertation avec le CNDS, a actualisé puis mis en ligne une version 2015 améliorée d'E-Subvention et de son guide utilisateur, le 5 janvier 2015.

L'amélioration de cet outil a entraîné, pour la campagne CNDS 2015, une augmentation du nombre de demandes dématérialisées de près de 45% (plus de 5 100 dossiers de demandes de subvention ont été déposés via E-subvention en 2015, contre 2 800 en 2014).

Si quelques rares anomalies ont encore été constatées durant la campagne, corrigées au fur et à mesure par la DILA, les échanges quotidiens entre le CNDS et les services déconcentrés font état d'une progression significative du taux de satisfaction de la part des usagers (associations).

Cependant, l'évolution qui permettrait une réelle avancée en matière d'allègement des procédures pour les associations, à savoir la conservation des données administratives des associations d'une année sur l'autre, ne pourra pas être mise en place pour la campagne CNDS 2016, au motif que le programme « Dites-le nous une fois » est en cours de développement par le SGMAP.

Pour rappel, le CNDS a prévu, dans sa note de service relative à la part territoriale 2015, la généralisation d'E-subvention pour l'ensemble des bénéficiaires (à échéance 2017). La montée en puissance de la dématérialisation des demandes de subvention se fait par catégories d'acteurs : d'abord les ligues, les comités régionaux, les CROS, les comités départementaux, les CDOS et les clubs les plus structurés. Puis dans un deuxième temps, les autres comités départementaux et les autres clubs.

## **3) L'engagement du CNDS dans le projet de convergence entre ORASSAMiS et OSIRIS**

↳ Pour 2015

La version 2015 d'ORASSAMiS, application permettant la gestion de la part territoriale, a été mise en service début février 2015. Elle comporte des évolutions destinées à simplifier les procédures administratives des agents. Ces évolutions font suite aux demandes de modification et/ou d'amélioration remontées par les services déconcentrés.

↳ Perspectives 2016-2017

Les différents chantiers de simplification décidés par le gouvernement engagent les ministères à rationaliser et à mutualiser leurs systèmes d'information dans l'intérêt de l'utilisateur et des services utilisateurs.

A cet effet, au sein du Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, la question du maintien de deux systèmes d'information (SI) proposant le même type de fonctionnalités (dépôt, gestion/instruction des demandes de subvention) se pose pour l'avenir. L'un est piloté par la DJEPVA (OSIRIS) et l'autre par le CNDS (ORASSAMiS).

De nombreux échanges et réunions entre le CNDS, la DSI et la DJEPVA ont porté, depuis le dernier trimestre 2014, sur une éventuelle bascule d'ORASSAMiS vers OSIRIS.

Le CNDS a été accompagné durant 6 semaines à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2015 par un prestataire, Groupe CGI (Groupe conseil et gestion en informatique), qui a transmis le 17 avril 2015 ses conclusions et ses préconisations pour la mise en œuvre de ce projet de convergence. Il a été décidé, à l'issue et à l'analyse des éléments présentés, qu'il était plus simple et moins coûteux d'adosser progressivement ORASSAMiS à la base existante OSIRIS et d'adapter cette dernière aux fonctionnalités métiers existantes d'ORASSAMIS.

Les travaux en cours permettront de définir plus précisément l'échéance de bascule, au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ou au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (le CNDS souhaitant disposer de toutes les garanties de réussite du déploiement, cette dernière hypothèse lui semblant plus réaliste). Un point d'étape doit être effectué fin septembre 2015.

## **II- Autres domaines d'intervention du CNDS**

Le CNDS travaille également tout au long de l'année au renforcement de son efficience dans les domaines suivants :

### **1) Une fonction d'accompagnement des services pleinement assurée**

#### **a) Sur la part territoriale**

La simplification des charges administratives des services déconcentrés passe immanquablement par une meilleure assimilation des outils mis à leur disposition. Ainsi, vingt formations à l'utilisation d'ORASSAMiS et d'E-subvention, ainsi qu'à la mise en œuvre de la note de service PT 2015 ont été organisées sur sites en régions entre le 26 janvier et le 21 mars 2015. Elles ont été planifiées et conçues en réponse aux besoins exprimés par ces services. Parmi elles, cinq formations ont accueilli des membres du mouvement sportif, notamment dans le but de développer l'utilisation d'E-subvention.

Deux formations à l'utilisation d'ORASSAMiS, inscrites au Plan National de Formation (PNF), ont également eu lieu au CNDS. Deux autres sont prévues en fin d'année 2015.

Un regroupement des référents régionaux CNDS s'est tenu au sein de l'établissement le 05 février dernier et un autre est envisagé en octobre/novembre. Ces regroupements ont pour principal objectif d'échanger sur les modalités de mise en œuvre des orientations, d'identifier les bonnes pratiques, de partager les expériences et de présenter les premiers bilans.

Le 14 avril dernier a été réuni un groupe de travail technique composé de représentants de la Direction des sports, du CNDS et des services déconcentrés, avec pour objectifs d'échanger sur les modalités de mise en œuvre de la partie « emploi » du plan « Citoyens du sport » et plus généralement, d'interroger le dispositif "emplois CNDS" traditionnel, afin d'identifier les pistes d'amélioration à envisager. Ces réflexions feront l'objet d'une note technique dès lors que le plan « Citoyens du sport » sera mis en place.

Le CNDS finalise également, au titre de sa mission de contrôle, une fiche de procédure relative au reversement des subventions non utilisées de la part territoriale, qui sera transmise aux services déconcentrés en juin 2015.

b) Sur la part équipements

En matière de subventions aux équipements sportifs et pour faire suite aux nouvelles directives adoptées par le Conseil d'administration du 17 mars 2015, le CNDS a également programmé des sessions de formations à destination des référents régionaux chargés d'accompagner les services territoriaux de l'Etat.

***2) La mise en place du nouveau site Internet de l'établissement afin d'augmenter sa lisibilité auprès des usagers***

Suite à la défaillance d'un prestataire de services (gestion du Back Office), le site Internet du CNDS est provisoirement hébergé sur le site du Ministère en charge des sports depuis l'été 2014.

Un appel d'offres a été initié en janvier 2015. Un prestataire a été retenu en mai 2015 pour assurer la refonte du site, qui sera mis en ligne en septembre 2015.

Plus dynamique et ergonomique, le nouveau site [www.cnds.sports.gouv.fr](http://www.cnds.sports.gouv.fr) présentera l'ensemble des missions de l'établissement et les dispositifs de soutien au développement de la pratique sportive (sous forme de subventions d'équipement ou de fonctionnement) et valorisera les bonnes pratiques développées en région. Il mettra en valeur l'ensemble des acteurs qui contribuent au fonctionnement du CNDS.

***3) La simplification dans le cadre des demandes de subventions d'équipement***

Afin de simplifier l'instruction partagée entre les différents services de l'Etat, DRJSCS et DDCS(PP), et le mouvement sportif, **le dossier de demande de subvention n'est saisi qu'une seule fois**, dans la base de données, par les services de l'Etat. Puis le dossier est transmis pour analyse au CNDS. Il est encore indiqué que les informations concernant le porteur de projet (nom, adresse, n° Siret...) sont saisies une seule fois même si le porteur de projet formule plusieurs demandes.

Les CDOS, les CROS, les ligues, les comités départementaux, toutes les fédérations et les membres du Comité de programmation (Ministère, Comité national olympique et sportif français, Association nationale des élus du sport) ont accès via la base de données à toutes les informations contenues dans les dossiers. Le CROS, les fédérations concernées, les membres du Comité de programmation peuvent ainsi saisir directement leur avis sans passer par un support papier. **La dématérialisation est, à ce titre, complète.**

Afin de faciliter l'instruction des dossiers de paiement des subventions d'équipement, des fiches techniques ont également été diffusées aux correspondants.

Enfin, le dossier de demande papier est un feuillet de 4 pages qui a été allégé en 2015, suite à l'adoption des nouveaux critères de la réforme.

## POINT D'INFORMATION N°2 : L'IMPACT DE LA REFORME TERRITORIALE SUR LES COMMISSIONS TERRITORIALES DU CNDS

La commission territoriale permet, dans chaque région, d'assurer à l'échelon local la concertation sur les financements déconcentrés de l'établissement (subventions aux clubs, comités départementaux et régionaux des fédérations sportives mais également des crédits régionalisés d'équipement jusqu'en 2013).

### ***Leur composition est actuellement variable selon les territoires.***

Cette composition est fixée par l'article R411-13 du code du sport.

Coprésidée par le Préfet de région, délégué territorial de l'établissement, et par le Président du Comité régional olympique et sportif (CROS), elle comprend des représentants de l'Etat (qui disposent de la majorité des voix), du mouvement sportif et, à titre consultatif, des collectivités territoriales. Le délégué territorial est assisté d'un délégué territorial adjoint, nommé par le Directeur général du CNDS sur proposition du délégué territorial parmi les chefs des services déconcentrés de l'Etat chargés des sports ou leurs adjoints.

Actuellement, ces commissions sont composées sur le principe de la parité Etat/mouvement sportif, non compris le Préfet, délégué territorial. Le nombre de membres varie en fonction du nombre de départements de la région, ce qui conduit ces commissions à être composées de 15 membres (les 3 régions à 2 départements) à 37 (les 3 régions à 8 départements). Cette composition se base sur la présence de l'ensemble des acteurs de chacun des départements et de la région (et non sur leur représentation).

Dans les régions et départements d'outre-mer, la commission territoriale à une composition particulière compte tenu de l'absence de structures départementales pour l'Etat et le mouvement olympique et sportif. En ce qui concerne les collectivités d'outre-mer qui entrent dans le champ de compétence du CNDS (Nouvelle Calédonie, Polynésie Française, Saint-Pierre et Miquelon, Saint Barthélémy et Saint Martin, Wallis et Futuna), une organisation particulière est mise en place, de même qu'en Corse.

### ***La réforme territoriale aura, à droit constant, des conséquences importantes sur le format des commissions territoriales.***

En application des dispositions réglementaires actuelles, le nombre de membres au sein des commissions territoriales deviendra très conséquent compte tenu de la modification du périmètre de certaines régions. Il variera de 23 membres pour la région comptant le plus petit nombre de départements (Bretagne, 4 départements,) à 52 membres pour la région Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées composée de 13 départements.

Cette situation confère à la majorité des commissions territoriales un format inadapté à leur fonction.

### ***Il est proposé d'adapter les règles afférentes à la composition des commissions territoriales.***

Il s'agirait de faire évoluer les dispositions réglementaires précitées afin d'assurer un fonctionnement plus efficient de ces commissions territoriales et que leur composition soit plus restreinte et décorrélée du nombre de départements composant les régions. Le renforcement du pilotage régional du CNDS plaide également en faveur de cette évolution.

L'entrée en vigueur de la nouvelle composition des commissions devrait être effective au 1<sup>er</sup> janvier 2016 concomitamment au changement de périmètre des régions (et à la réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat). Ce calendrier permettrait :

- à la campagne 2015 s'achever dans les conditions de son démarrage ;
- de nommer les nouvelles commissions territoriales avant le lancement de la campagne 2016.



**CNDS**  
CENTRE NATIONAL  
POUR LE  
DÉVELOPPEMENT  
DU SPORT

# EXERCICE 2015

# BUDGET RECTIFICATIF N° 1





## SOMMAIRE

|   | pages |
|---|-------|
| <b>DOCUMENTS SOUMIS AU VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>                                   |       |
| Tableau 1 – AUTORISATIONS D'EMPLOIS   | 6     |
| Tableau 2 – COMPTE DE RESULTAT ET TABLEAU DE FINANCEMENT AGREGES                              | 7     |
| <b>DOCUMENTS D'INFORMATION ET D'ORIENTATION</b>   |       |
| Tableau 3 – DEPENSES DECAISSABLES PAR DESTINATION   | 11    |
| Tableau 4 – OPERATIONS POUR COMPTES DE TIERS  | 12    |
| Tableau 4 bis - RESSOURCES AFFECTEES  | 12    |
| Tableau 5 – PLAN DE TRESORERIE  | 13    |
| Tableau 6 – OPERATIONS PLURIANNUELLES PAR NATURE - PREVISION                                  | 14    |
| Tableau 7 – COMPTE DE RESULTAT DETAILLE   | 16    |
| Tableau 8 – TABLEAU DE FINANCEMENT DETAILLE   | 20    |
| <b>DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES POUR INFORMATION JUSQU'AU 1ER JANVIER 2016</b>                   |       |
| Tableau I - AUTORISATIONS BUDGETAIRES   | 23    |
| Tableau II - EQUILIBRE FINANCIER  | 24    |
| Tableau III - TABLEAU DE PASSAGE ENTRE LA COMPTABILITE BUDGETAIRE ET LA COMPTABILITE GENERALE | 25    |



**DOCUMENTS SOUMIS AU VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**



TABLEAU 2 - COMPTE DE RESULTAT ET TABLEAU DE FINANCEMENT AGREGES

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

| CHARGES   | EXECUTION 2014     | BUDGET INITIAL VOTE COMPORTANT UNE ERREUR MATERIELLE** | BUDGET INITIAL 2015 AJUSTE | BR N° 1 2015   | BUDGET + BR 2015   | PRODUITS  | EXECUTION 2014     | BUDGET INITIAL VOTE COMPORTANT UNE ERREUR MATERIELLE** | BR N° 1 2015   | BUDGET + BR 2015   |
|---|--------------------|--|----------------------------|----------------|--------------------|---|--------------------|--|----------------|--------------------|
| Personnel   | 1 827 069          | 2 005 000  | 2 005 000                  | 0              | 2 005 000          | Subventions de l'Etat   | 140 000            |  |                |                    |
| <i>Dont charges de pensions civiles *</i>                                       | 364 609            | 413 098  | 413 098                    | 0              | 413 098            | Fiscalité affectée  | 272 200 000        | 259 200 000  | 0              | 259 200 000        |
| Fonctionnement CNDS propre autre que les charges de personnel                   | 876 935            | 1 070 800  | 1 070 800                  | 240 000        | 1 310 800          | Autres subventions  |                    | 1 200 000  | 0              | 1 200 000          |
| Fonctionnement Interventions  | 294 688 822        | 256 567 550  | 254 842 550                | 0              | 254 842 550        | Autres produits   | 1 294 974          | 300 000  | 0              | 300 000            |
| <b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>  | <b>297 392 826</b> | <b>259 643 350</b>                                     | <b>257 918 350</b>         | <b>240 000</b> | <b>258 158 350</b> | <b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>   | <b>273 634 974</b> | <b>260 700 000</b>                                     | <b>0</b>       | <b>260 700 000</b> |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)                                | 0                  | 1 056 650  | 2 781 650                  | 0              | 2 541 650          | Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)                                   | 23 757 852         | 0  | 240 000        | 0                  |
| <b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b> | <b>297 392 826</b> | <b>260 700 000</b>                                     | <b>260 700 000</b>         | <b>240 000</b> | <b>260 700 000</b> | <b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b> | <b>297 392 826</b> | <b>260 700 000</b>                                     | <b>240 000</b> | <b>260 700 000</b> |

\* il s'agit des sous catégories présentant les contributions employeur au C.A.S

Pensions

\*\* erreur matérielle figurant uniquement dans les tableaux joints au dossier

CALCUL DE LA CAPACITE DE FINANCEMENT (CAF)

|   | EXECUTION 2014     | BUDGET INITIAL VOTE COMPORTANT UNE ERREUR MATERIELLE** | BUDGET INITIAL 2015 AJUSTE | BR N° 1 2015    | BUDGET + BR 2015 |
|---|--------------------|--|----------------------------|-----------------|------------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice bénéfice (3) ou perte (-4)                        | -23 757 852        | 1 056 650  | 2 781 650                  | -240 000        | 2 541 650        |
| + (C68) dotations aux amortissements et provisions                                    | 112 710            | 160 000  | 160 000                    | 0               | 160 000          |
| - (C78) reprises sur amortissements et provisions                                     | -3 375             | 0  | 0                          | 0               | 0                |
| - (C776) neutralisation des amortissements  | 0                  | 0  | 0                          | 0               | 0                |
| - (C777) quote part des subventions d'investissement rapportées au compte de résultat | 0                  | 0  | 0                          | 0               | 0                |
| + (C675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés                           | 0                  | 0  | 0                          | 0               | 0                |
| - (C775) produits de cession d'éléments d'actifs                                      | 0                  | 0  | 0                          | 0               | 0                |
| <b>= C A F ou IAF*</b>  | <b>-23 648 517</b> | <b>1 216 650</b>                                       | <b>2 941 650</b>           | <b>-240 000</b> | <b>2 701 650</b> |

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

TABLEAU DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

| EMPLOIS                                      | EXECUTION 2014    | BUDGET INITIAL VOTE COMPORTANT UNE ERREUR MATERIELLE** | BUDGET INITIAL 2015 AJUSTE | BR N° 1 2015   | BUDGET + BR 2015 | RESSOURCES   | EXECUTION 2014 | BUDGET INITIAL VOTE COMPORTANT UNE ERREUR MATERIELLE** | BUDGET INITIAL 2015 AJUSTE | BR N° 1 2015 | BUDGET + BR 2015 |
|--|-------------------|--|----------------------------|----------------|------------------|--|----------------|--|----------------------------|--------------|------------------|
| Insuffisance d'autofinancement               | 23 648 517        | 0  | 0                          | 240 000        | 0                | Capacité d'autofinancement                             | 0              | 1 216 650  | 2 941 650                  | 0            | 2 701 650        |
| Investissements                              | 123 140           | 290 000  | 290 000                    | 0              | 290 000          | Financement de l'actif par l'Etat                      | 0              | 0  | 0                          | 0            | 0                |
|  |                   |  |                            |                |                  | Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat | 0              | 0  | 0                          | 0            | 0                |
|  |                   |  |                            |                |                  | Autres ressources                                      | 9 000          | 0  | 0                          | 0            | 0                |
| Remboursement des dettes financières         |                   |  |                            |                |                  | Augmentation des dettes financières                    | 0              | 0  | 0                          | 0            | 0                |
| <b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>                 | <b>23 771 657</b> | <b>290 000</b>   | <b>290 000</b>             | <b>240 000</b> | <b>290 000</b>   | <b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>                        | <b>9 000</b>   | <b>1 216 650</b>                                       | <b>2 941 650</b>           | <b>0</b>     | <b>2 701 650</b> |
| APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5) | 0                 | 926 650  | 2 651 650                  | 0              | 2 411 650        | PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5) - (6)     | 23 762 657     | 0  | 0                          | 240 000      | 0                |

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

|  | EXECUTION 2014 | BUDGET INITIAL VOTE COMPORTANT UNE ERREUR MATERIELLE** | BUDGET INITIAL 2015 AJUSTE | BUDGET + BR 2015 |
|--|----------------|--|----------------------------|------------------|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7)   | -23 762 657    | 926 650  | 2 651 650                  | 2 411 650        |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT      | -47 445 831    | 8 228 500  | 8 228 500                  | -4 014 502       |
| Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT (II)* | -71 286 640    | 7 301 850  | 5 576 850                  | -1 602 852       |
| Niveau du FONDS DE ROULEMENT                   | 12 535 921     | 1 901 303  | 3 626 303                  | 14 947 571       |
| Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (-)     | -2 456 002     | 1 502 303  | 1 502 303                  | 1 558 500        |
| Niveau de la TRESORERIE                        | 14 991 923     | 399 000  | 2 124 000                  | 13 389 071       |

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"



## **DOCUMENTS D'INFORMATION ET D'ORIENTATION**





**TABLEAU 3 - DEPENSES DECAISSABLES PAR DESTINATION**

**PROGRAMME 219 : SPORT**

**POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**TABLEAU DES DEPENSES PAR DESTINATION (OBLIGATOIRE)**

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

| Budget               | Dépenses de l'opérateur |                  |                   |                  |                    |                       |                | TOTAL              |
|----------------------|-------------------------|------------------|-------------------|------------------|--------------------|-----------------------|----------------|--------------------|
|                      | Personnel               | Fonctionnement   | Interventions     |                  |                    |                       | Investissement |                    |
|                      |                         |                  | Part nationale    | Mécénat          | Part territoriale  | Subvention équipement |                |                    |
| FONCTION SUPPORT     | 2 005 000               | 1 150 800        |                   |                  |                    |                       | 290 000        | 3 445 800          |
| SPORT DE MASSE       |                         |                  | 2 950 000         | 1 200 000        | 134 784 550        |                       |                | 138 934 550        |
| SPORT DE HAUT NIVEAU |                         |                  | 31 365 000        |                  |                    | 65 743 000            |                | 97 108 000         |
| EURO 2016            |                         |                  |                   |                  |                    | 18 800 000            |                | 18 800 000         |
| <b>TOTAL</b>         | <b>2 005 000</b>        | <b>1 150 800</b> | <b>34 315 000</b> | <b>1 200 000</b> | <b>134 784 550</b> | <b>84 543 000</b>     | <b>290 000</b> | <b>258 288 350</b> |

TABLEAU 4 - OPERATIONS POUR COMPTES DE TIERS

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé  | Solde au 31/12/2013 | Encaissements 2014 | Décaissements 2014 | Solde au 31/12/2014 | Encaissements 2015 | Prévision décaissements 2015 | Solde prévisionnel au 31/12/2015 |
|--|---------|--|---------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|------------------------------|----------------------------------|
| SGCIV - PEI 93 -                                       | C 4731  | Programme d'investissement exceptionnel dans le département 93 | 3 616 835           | 1 200 000          | 511 297            | 4 305 538           | 0                  | 1 128 500                    | 3 177 038                        |

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Le CNDP a perçu 2,8 M € en 2012, 2 M en 2013 et 1,2 M en 2014 dans le cadre de cette opération. Au total, 6 M € ont été perçus conformément à la convention.

En 2014, il restait à payer 4,3 M €.

Conformément à la clef de paiement relative au versement des subventions d'équipement, le solde au 31/12/2015 devrait s'élever à 3,2 M €.

TABLEAU 4 bis - RESSOURCES AFFECTEES

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT                             |         |       |      |      |
|--|---------|-------|------|------|
| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | BI    | BR 1 | BR 2 |
| Plan de relance  | 6577    | NEANT |      |      |
| <b>TOTAL</b>   |         |       |      |      |

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT                              |         |       |      |      |
|--|---------|-------|------|------|
| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | BI    | BR 1 | BR 2 |
| NEANT  |         | NEANT |      |      |
| <b>TOTAL</b>   |         |       |      |      |

NB : le total des dépenses doit être égal au total des recettes, sauf dans le cas d'opérations pluriannuelles et/ou de reports d'un exercice sur l'autre.

Dans cette hypothèse, l'écart entre les recettes et les dépenses devra faire l'objet d'une explication spécifique.

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT                             |         |       |      |      |
|--|---------|-------|------|------|
| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | BI    | BR 1 | BR 2 |
| Plan de relance  | 748     | NEANT |      |      |
| <b>TOTAL</b>   |         |       |      |      |

| RECETTES D'INVESTISSEMENT                              |         |       |      |      |
|--|---------|-------|------|------|
| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | BI    | BR 1 | BR 2 |
| NEANT  |         | NEANT |      |      |
| <b>TOTAL</b>   |         |       |      |      |

TABLEAU 5 - PLAN DE TRESORERIE

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| ( K€ TTC )  | janvier      | février      | mars         | avril         | mai           | juin          | juillet       | août         | septembre    | octobre      | novembre      | décembre      |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| <b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>                        | <b>14992</b> | <b>46258</b> | <b>58780</b> | <b>81207</b>  | <b>102685</b> | <b>91231</b>  | <b>68270</b>  | <b>52177</b> | <b>43538</b> | <b>42615</b> | <b>38063</b>  | <b>27402</b>  |
| <b>ENCAISSEMENTS</b>  |              |              |              |               |               |               |               |              |              |              |               |               |
| Recettes Française des jeux hors paris sportifs en ligne (1,8%) | 18959        | 16505        | 14982        | 18409         | 17000         | 17000         | 17000         | 17000        | 17000        | 9445         | 0             | 0             |
| Recettes Française des jeux prélèvement complémentaire (0,3%)   | 3159         | 2751         | 2496         | 3068          | 2400          | 2400          | 2400          | 2400         | 2400         | 526          | 0             | 0             |
| Recettes Française des jeux -Paris sportifs (1,8%)              | 4373         | 3009         | 3366         | 3928          | 1900          | 1900          | 1524          | 0            | 0            | 0            | 0             | 0             |
| Recettes autres opérateurs - Paris sportifs en ligne -          | 602          | 2691         | 1482         | 1329          | 1000          | 1000          | 1000          | 1000         | 896          | 0            | 0             | 0             |
| Recettes Droits TV  | 5180         | 25           | 6847         | 758           | 3500          | 3895          | 3500          | 3500         | 3500         | 3500         | 3500          | 3195          |
| Mécénat   | 0            | 0            | 0            | 0             | 0             | 0             | 0             | 0            | 0            | 0            | 600           | 0             |
| Produits Divers : SGCIV-Dispositif transparent                  | 0            | 0            | 0            | 0             | 0             | 0             | 0             | 0            | 0            | 0            | 0             | 0             |
| Autres recettes   | 15           | 18           | 34           | 87            | 20            | 20            | 20            | 20           | 20           | 15           | 15            | 16            |
| <b>A. TOTAL</b>   | <b>32288</b> | <b>24999</b> | <b>29207</b> | <b>27579</b>  | <b>25820</b>  | <b>26215</b>  | <b>25444</b>  | <b>23920</b> | <b>23816</b> | <b>13486</b> | <b>4115</b>   | <b>3211</b>   |
| <b>DECAISSEMENTS</b>  |              |              |              |               |               |               |               |              |              |              |               |               |
| <b>Charges</b>  |              |              |              |               |               |               |               |              |              |              |               |               |
| Personnel   | 133          | 143          | 140          | 153           | 166           | 196           | 167           | 179          | 168          | 166          | 166           | 228           |
| Fonctionnement  | 23           | 143          | 103          | 27            | 80            | 80            | 80            | 80           | 80           | 72           | 310           | 72            |
| Fonds de concours   | 0            | 0            | 0            | 0             | 0             | 10000         | 0             | 0            | 5800         | 0            | 0             | 0             |
| Intervention - Part territoriale                                | 0            | 0            | 0            | 0             | 25000         | 29000         | 29000         | 24000        | 10000        | 9000         | 5700          | 3085          |
| Intervention - Part Nationale                                   | 866          | 3070         | 191          | 2348          | 2000          | 1500          | 1500          | 1500         | 1500         | 1500         | 2000          | 540           |
| Intervention - Subventions d'équipement                         | 0            | 5021         | 4528         | 3568          | 7500          | 8000          | 6000          | 6500         | 7000         | 7000         | 6500          | 6395          |
| Intervention - Subventions EURO 2016                            | 0            | 4000         | 1807         | 0             | 1993          | 0             | 4400          | 0            | 0            | 0            | 0             | 6600          |
| Intervention - Mécénat  | 0            | 0            | 0            | 0             | 200           | 200           | 200           | 200          | 0            | 200          | 0             | 200           |
| <b>Emplois</b>  |              |              |              |               |               |               |               |              |              |              |               |               |
| Immobilisations corporelles et incorporelles                    | 0            | 15           | 8            | 1             | 85            | 0             | 90            | 0            | 91           | 0            | 0             | 0             |
| <b>Opérations non budgétaires</b>                               |              |              |              |               |               |               |               |              |              |              |               |               |
| Reversements divers   | 0            | 10           | 3            | 4             | 0             | 0             | 0             | 0            | 0            | 0            | 0             | 0             |
| Opérations gérées en compte de tiers : SGCIV-PEI 93             | 0            | 75           | 0            | 0             | 250           | 200           | 100           | 100          | 100          | 100          | 100           | 103           |
| <b>B. TOTAL</b>   | <b>1022</b>  | <b>12477</b> | <b>6780</b>  | <b>6101</b>   | <b>37274</b>  | <b>49176</b>  | <b>41537</b>  | <b>32559</b> | <b>24739</b> | <b>18038</b> | <b>14776</b>  | <b>17223</b>  |
| <b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>                                | <b>31266</b> | <b>12522</b> | <b>22427</b> | <b>21478</b>  | <b>-11454</b> | <b>-22961</b> | <b>-16093</b> | <b>-8639</b> | <b>-923</b>  | <b>-4552</b> | <b>-10661</b> | <b>-14012</b> |
| <b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>                                   | <b>46258</b> | <b>58780</b> | <b>81207</b> | <b>102685</b> | <b>91231</b>  | <b>68270</b>  | <b>52177</b>  | <b>43538</b> | <b>42615</b> | <b>38063</b> | <b>27402</b>  | <b>13390</b>  |

TABLEAU 6 - OPERATIONS PLURIANNUELLES PAR NATURE - PREVISION

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A- Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

| SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT |                                |                           |   |   |  |                               |                               |  |                                      |                             | Prévision 2016 et suivantes  |                    |                   |                    |                   |                   |                  |
|--------------------------|--------------------------------|---------------------------|---|---|--|-------------------------------|-------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Opération                | Nature                         | Prévision                 | Prévision 2015                            |   |  |                               |                               |  |                                      |                             | Prévision 2016 et suivantes  |                    |                   |                    |                   |                   |                  |
|                          |                                | Coût total de l'opération | AE ouvertes les années antérieures à 2015 | AE consommées les années antérieures à 2015 | AE reprogrammées ou reportées en 2015* | AE nouvelles ouvertes en 2015 | TOTAL des AE ouvertes en 2015 | CP consommés les années antérieures à 2015 | CP reprogrammés ou reportés en 2015* | CP nouveaux ouverts en 2015 | TOTAL des CP ouverts en 2015 | AE prévues en 2016 | CP prévus en 2016 | AE prévues en 2017 | CP prévus en 2017 | AE prévues > 2017 | CP prévus > 2017 |
|                          |                                | (1)                       | (2)                                       | (3)   | (4)                                    | (5)                           | (6) = (4) + (5)               | (7)  | (8)                                  | (9)                         | (10) = (8) + (9)             | (11)               | (12)              | (13)               | (14)              | (15)              | (16)             |
| Op. 1                    | Opérations antérieures au CND5 | 113 680 698               | 113 680 698                               | 99 456 619                                  |  | 0                             | 0                             | 93 047 754                                 |                                      | 500 000                     | 500 000                      | 0                  | 500 000           |                    | 500 000           | 0                 | 2 080 839        |
| Op. 2                    | 2006 enveloppe nationale       | 59 851 224                | 59 851 224                                | 53 105 810                                  |  | 0                             | 0                             | 51 432 163                                 |                                      | 600 000                     | 600 000                      | 0                  | 950 000           |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 3                    | PNDS                           | 2 000 000                 | 2 000 000                                 | 2 000 000                                   |  | 0                             | 0                             | 2 000 000                                  |                                      | 0                           | 0                            | 0                  | 0                 |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 4                    | 2007 enveloppe nationale       | 56 998 817                | 56 998 817                                | 49 760 817                                  |  | 0                             | 0                             | 48 259 490                                 |                                      | 1 200 000                   | 1 200 000                    | 0                  | 170 000           |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 5                    | 2007 politique contractuelle   | 15 920 350                | 15 920 350                                | 14 974 529                                  |  | 0                             | 0                             | 14 295 689                                 |                                      | 500 000                     | 500 000                      | 0                  | 0                 |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 6                    | 2008 enveloppe nationale       | 54 277 377                | 54 277 377                                | 49 021 467                                  |  | 0                             | 0                             | 44 830 689                                 |                                      | 2 000 000                   | 2 000 000                    | 0                  | 1 300 000         |                    | 890 777           | 0                 | 0                |
| Op. 6 bis                | 2008 crédits régionalisés      | 12 200 000                | 12 200 000                                | 10 358 185                                  |  | 0                             | 0                             | 9 857 463                                  |                                      | 500 000                     | 500 000                      | 0                  | 0                 |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 7                    | 2008 politique contractuelle   | 12 107 321                | 12 107 321                                | 12 010 790                                  |  | 0                             | 0                             | 10 810 790                                 |                                      | 750 000                     | 750 000                      | 0                  | 0                 |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 8                    | 2009 enveloppe nationale       | 51 599 316                | 51 599 316                                | 43 706 281                                  |  | 0                             | 0                             | 38 980 984                                 |                                      | 1 530 000                   | 1 530 000                    | 0                  | 1 630 000         |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 9                    | 2009 crédits régionalisés      | 15 700 000                | 15 700 000                                | 13 539 524                                  |  | 0                             | 0                             | 12 850 046                                 |                                      | 350 000                     | 350 000                      | 0                  | 0                 |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 10                   | 2009 politique contractuelle   | 9 241 269                 | 9 241 269                                 | 8 928 181                                   |  | 0                             | 0                             | 8 752 035                                  |                                      | 176 146                     | 176 146                      | 0                  | 0                 |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 11                   | 2009 enveloppe nationale (ZUS) | 9 998 650                 | 9 998 650                                 | 9 190 852                                   |  | 0                             | 0                             | 9 000 903                                  |                                      | 20 000                      | 20 000                       | 0                  | 150 000           |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 12                   | 2009 plan de relance           | 10 671 398                | 10 671 398                                | 9 997 988                                   |  | 0                             | 0                             | 9 933 008                                  |                                      | 0                           | 0                            | 0                  | 0                 |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 13                   | 2010 enveloppe nationale       | 60 774 450                | 60 774 450                                | 56 844 707                                  |  | 0                             | 0                             | 46 936 375                                 |                                      | 5 166 000                   | 5 166 000                    | 0                  | 2 250 000         |                    | 2 471 332         | 0                 | 0                |
| Op. 14                   | 2010 crédits régionalisés      | 15 000 000                | 15 000 000                                | 13 072 088                                  |  | 0                             | 0                             | 12 101 858                                 |                                      | 500 000                     | 500 000                      | 0                  | 0                 |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 15                   | 2010 politique contractuelle   | 20 012 258                | 20 012 258                                | 19 940 706                                  |  | 0                             | 0                             | 19 772 261                                 |                                      | 168 445                     | 168 445                      | 0                  | 0                 |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 16                   | 2011 enveloppe nationale       | 76 706 500                | 76 706 500                                | 75 129 978                                  |  | 0                             | 0                             | 50 006 974                                 |                                      | 11 432 000                  | 11 432 000                   | 0                  | 6 520 000         |                    | 7 000 000         | 0                 | 0                |
| Op. 17                   | 2011 crédits régionalisés      | 15 000 000                | 15 000 000                                | 13 892 108                                  |  | 0                             | 0                             | 11 930 992                                 |                                      | 1 040 000                   | 1 040 000                    | 0                  | 525 000           |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 18                   | 2011 politique contractuelle   | 19 934 224                | 19 934 224                                | 19 710 880                                  |  | 0                             | 0                             | 14 309 351                                 |                                      | 4 222 854                   | 4 222 854                    | 0                  | 1 178 675         |                    | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 20                   | 2011 EURO 2016                 | 152 000 000               | 152 000 000                               | 150 000 000                                 | 2 000 000                              | 0                             | 2 000 000                     | 100 630 000                                |                                      | 18 800 000                  | 18 800 000                   | 0                  | 16 500 000        |                    | 15 500 000        | 0                 | 570 000          |
| Op. 21                   | 2012 enveloppe nationale       | 51 936 459                | 51 936 459                                | 35 617 014                                  |  | 0                             | 0                             | 21 919 227                                 |                                      | 5 023 000                   | 5 023 000                    | 0                  | 5 023 000         |                    | 3 140 000         | 0                 | 0                |
| Op. 22                   | 2012 crédits régionalisés      | 15 000 000                | 15 000 000                                | 14 256 193                                  |  | 0                             | 0                             | 10 163 302                                 |                                      | 2 040 000                   | 2 040 000                    | 0                  | 2 040 000         |                    | 12 891            | 0                 | 0                |
| Op. 23                   | 2012 politique contractuelle   | 21 321 962                | 21 321 962                                | 17 317 210                                  |  | 0                             | 0                             | 586 204                                    |                                      | 2 356 000                   | 2 356 000                    | 0                  | 3 407 325         |                    | 2 812 000         | 0                 | 5 239 279        |
| Op. 24                   | 2013 enveloppe nationale       | 49 962 061                | 49 962 061                                | 43 685 263                                  |  | 0                             | 0                             | 15 761 427                                 |                                      | 10 625 000                  | 10 625 000                   | 0                  | 6 800 000         |                    | 6 800 000         | 0                 | 2 481 324        |
| Op. 25                   | 2013 politique contractuelle   | 17 931 340                | 17 931 340                                | 17 838 579                                  |  | 0                             | 0                             | 7 863 965                                  |                                      | 3 825 000                   | 3 825 000                    | 0                  | 2 448 000         |                    | 2 448 000         | 0                 | 0                |
| Op. 26                   | 2014 enveloppe nationale       | 35 464 500                | 35 464 500                                | 35 459 600                                  |  | 0                             | 0                             | 1 880 070                                  |                                      | 8 101 000                   | 8 101 000                    | 0                  | 7 501 000         |                    | 4 801 000         | 0                 | 7 861 755        |
| Op. 27                   | 2014 politique contractuelle   | 6 976 611                 | 6 976 611                                 | 6 976 611                                   |  | 0                             | 0                             | 497 981                                    |                                      | 1 607 000                   | 1 607 000                    | 0                  | 1 488 000         |                    | 952 000           | 0                 | 1 385 138        |
| Op. 28                   | 2015 politique contractuelle   | 4 000 000                 | 0   | 0   |  | 4 000 000                     | 4 000 000                     | 0  |                                      | 235 555                     | 235 555                      | 0                  | 918 000           |                    | 850 000           | 0                 | 1 396 445        |
|                          | 2015 Equipements structurants  | 10 000 000                | 0   | 0   |  | 10 000 000                    | 10 000 000                    | 0  |                                      | 0                           | 0                            | 0                  | 500 000           |                    | 2 500 000         | 0                 | 7 000 000        |
|                          | 2015 Enveloppe Nationale       | 25 000 000                | 0   | 0   |  | 25 000 000                    | 25 000 000                    | 0  |                                      | 1 275 000                   | 1 275 000                    | 0                  | 5 738 000         |                    | 5 313 000         | 0                 | 8 924 000        |
| S/ T SUB. EQUIPEMENT     |                                | 1 021 266 784             | 982 266 784                               | 895 791 976                                 | 2 000 000                              | 39 000 000                    | 41 000 000                    | 668 411 002                                | 0                                    | 84 543 000                  | 84 543 000                   | 0                  | 67 537 000        | 0                  | 55 991 000        | 0                 | 36 938 781       |

## PART TERRITORIALE

| Opération                     | Nature                                      | Prévision                 |   |   |  |                               |                               |  |                                      |                             |                              | Prévision 2016 et suivantes |                   |                   |                   |                  |                   |
|-------------------------------|---|---------------------------|---|---|--|-------------------------------|-------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
|                               |   | Coût total de l'opération | AE ouvertes les années antérieures à 2015 | AE consommées les années antérieures à 2015 | AE reprogrammées ou reportées en 2015* | AE nouvelles ouvertes en 2015 | TOTAL des AE ouvertes en 2015 | CP consommés les années antérieures à 2015 | CP reprogrammés ou reportés en 2015* | CP nouveaux ouverts en 2015 | TOTAL des CP ouverts en 2015 | AE prévus en 2016           | CP prévus en 2016 | AE prévus en 2017 | CP prévus en 2017 | AE prévus > 2017 | CP prévus > 2017  |
|                               |   | (1)                       | (2)                                       | (3)   | (4)                                    | (5)                           | (6) = (4) + (5)               | (7)  | (8)                                  | (9)                         | (10) = (8) + (9)             | (11)                        | (12)              | (13)              | (14)              | (15)             | (16)              |
|                               | 2011  | 10 920 628                | 10 920 628                                | 10 920 628                                  |  | 0                             | 0                             | 10 676 495                                 |                                      | 244 133                     | 244 133                      | 0                           | 0                 | 0                 | 0                 | 0                | 0                 |
|                               | 2012  | 15 654 188                | 15 654 188                                | 15 654 188                                  |  | 0                             | 0                             | 12 472 215                                 |                                      | 2 899 637                   | 2 899 637                    | 0                           | 282 336           | 0                 | 0                 | 0                | 0                 |
|                               | 2013  | 25 826 112                | 25 826 112                                | 25 826 112                                  |  | 0                             | 0                             | 15 205 863                                 |                                      | 5 983 116                   | 5 983 116                    | 0                           | 4 284 335         | 0                 | 344 798           | 0                | 8 000             |
|                               | 2014  | 42 665 773                | 42 665 773                                | 42 665 773                                  |  | 0                             | 0                             | 13 434 050                                 |                                      | 12 394 205                  | 12 394 205                   | 0                           | 10 381 968        | 0                 | 6 268 042         | 0                | 187 508           |
|                               | 2015 soutien aux association /apprentissage | 6 840 000                 | 0   | 0   |  | 6 840 000                     | 6 840 000                     | 0  |                                      | 3 420 000                   | 3 420 000                    | 0                           | 3 420 000         | 0                 | 0                 | 0                | 0                 |
|                               | 2015 Emplois CNDS                           | 95 088 000                | 0   | 0   |  | 95 088 000                    | 95 088 000                    | 0  |                                      | 23 772 000                  | 23 772 000                   | 0                           | 23 772 000        | 0                 | 23 772 000        | 0                | 23 772 000        |
|                               | Plan citoyens sport                         | 16 200 000                | 0   | 0   |  | 16 200 000                    | 16 200 000                    | 0  |                                      | 2 700 000                   | 2 700 000                    | 0                           | 5 400 000         | 0                 | 5 400 000         | 0                | 2 700 000         |
|                               | Emplois sportifs qualifiés territoriaux     | 7 029 392                 | 7 029 392                                 | 7 029 392                                   |  | 0                             | 0                             | 0  |                                      | 4 084 550                   | 4 084 550                    | 0                           | 2 630 050         | 0                 | 312 792           | 0                | 2 000             |
| <b>S/ T PART TERRITORIALE</b> |   | <b>220 224 093</b>        | <b>102 096 093</b>                        | <b>102 096 093</b>                          | <b>2 000 000</b>                       | <b>118 128 000</b>            | <b>118 128 000</b>            | <b>51 788 623</b>                          | <b>0</b>                             | <b>55 497 641</b>           | <b>55 497 641</b>            | <b>0</b>                    | <b>50 170 689</b> | <b>0</b>          | <b>36 097 632</b> | <b>0</b>         | <b>26 669 508</b> |

## GRANDS EVENEMENTS

| Opération                  | Nature           | Prévision                 |   |   |  |                               |                               |  |                                      |                             |                              | Prévision 2016 et suivantes |                   |                   |                   |                  |                  |
|----------------------------|------------------|---------------------------|---|---|--|-------------------------------|-------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
|                            |                  | Coût total de l'opération | AE ouvertes les années antérieures à 2015 | AE consommées les années antérieures à 2015 | AE reprogrammées ou reportées en 2015* | AE nouvelles ouvertes en 2015 | TOTAL des AE ouvertes en 2015 | CP consommés les années antérieures à 2015 | CP reprogrammés ou reportés en 2015* | CP nouveaux ouverts en 2015 | TOTAL des CP ouverts en 2015 | AE prévus en 2016           | CP prévus en 2016 | AE prévus en 2017 | CP prévus en 2017 | AE prévus > 2017 | CP prévus > 2017 |
|                            |                  | (1)                       | (2)                                       | (3)   | (4)                                    | (5)                           | (6) = (4) + (5)               | (7)  | (8)                                  | (9)                         | (10) = (8) + (9)             | (11)                        | (12)              | (13)              | (14)              | (15)             | (16)             |
|                            | Conventions 2011 | 5 090 000                 | 5 090 000                                 | 5 090 000                                   |  | 0                             | 0                             | 5 082 000                                  |                                      | 8 000                       | 8 000                        | 0                           | 0                 | 0                 | 0                 | 0                | 0                |
|                            | Conventions 2015 | 3 900 000                 | 0   | 0   |  | 3 900 000                     | 3 900 000                     | 0  |                                      | 1 000 000                   | 1 000 000                    | 0                           | 1 875 000         | 0                 | 1 025 000         | 0                | 0                |
| <b>S/ T GDS EVENEMENTS</b> |                  | <b>8 990 000</b>          | <b>5 090 000</b>                          | <b>5 090 000</b>                            | <b>2 000 000</b>                       | <b>3 900 000</b>              | <b>3 900 000</b>              | <b>5 082 000</b>                           | <b>0</b>                             | <b>1 008 000</b>            | <b>1 008 000</b>             | <b>0</b>                    | <b>1 875 000</b>  | <b>0</b>          | <b>1 025 000</b>  | <b>0</b>         | <b>0</b>         |

## EMPLOIS SPORTIVEMENT QUALIFIES

| Opération                 | Nature                                   | Prévision                 |   |   |  |                               |                               |  |                                      |                             |                              | Prévision 2016 et suivantes |                   |                   |                   |                  |                  |
|---------------------------|--|---------------------------|---|---|--|-------------------------------|-------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
|                           |  | Coût total de l'opération | AE ouvertes les années antérieures à 2015 | AE consommées les années antérieures à 2015 | AE reprogrammées ou reportées en 2015* | AE nouvelles ouvertes en 2015 | TOTAL des AE ouvertes en 2015 | CP consommés les années antérieures à 2015 | CP reprogrammés ou reportés en 2015* | CP nouveaux ouverts en 2015 | TOTAL des CP ouverts en 2015 | AE prévus en 2016           | CP prévus en 2016 | AE prévus en 2017 | CP prévus en 2017 | AE prévus > 2017 | CP prévus > 2017 |
|                           |  | (1)                       | (2)                                       | (3)   | (4)                                    | (5)                           | (6) = (4) + (5)               | (7)  | (8)                                  | (9)                         | (10) = (8) + (9)             | (11)                        | (12)              | (13)              | (14)              | (15)             | (16)             |
|                           | Emplois sportivement qualifiés nationaux | 1 698 000                 | 1 698 000                                 | 1 698 000                                   |  | 0                             | 0                             | 459 000                                    |                                      | 504 000                     | 504 000                      | 0                           | 504 000           | 0                 | 192 000           | 0                | 39 000           |
| <b>S/ T ESQ NATIONALS</b> |  | <b>1 698 000</b>          | <b>1 698 000</b>                          | <b>1 698 000</b>                            | <b>4 000 000</b>                       | <b>0</b>                      | <b>0</b>                      | <b>459 000</b>                             | <b>0</b>                             | <b>504 000</b>              | <b>504 000</b>               | <b>0</b>                    | <b>504 000</b>    | <b>0</b>          | <b>192 000</b>    | <b>0</b>         | <b>39 000</b>    |

## MARCHÉ PLURIANNUEL - INVESTISSEMENT -

| Opération                        | Nature                               | Prévision                 |   |   |  |                               |                               |  |                                      |                             |                              | Prévision 2016 et suivantes |                   |                   |                   |                  |                  |
|----------------------------------|--------------------------------------|---------------------------|---|---|--|-------------------------------|-------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
|                                  |                                      | Coût total de l'opération | AE ouvertes les années antérieures à 2015 | AE consommées les années antérieures à 2015 | AE reprogrammées ou reportées en 2015* | AE nouvelles ouvertes en 2015 | TOTAL des AE ouvertes en 2015 | CP consommés les années antérieures à 2015 | CP reprogrammés ou reportés en 2015* | CP nouveaux ouverts en 2015 | TOTAL des CP ouverts en 2015 | AE prévus en 2016           | CP prévus en 2016 | AE prévus en 2017 | CP prévus en 2017 | AE prévus > 2017 | CP prévus > 2017 |
|                                  |                                      | (1)                       | (2)                                       | (3)   | (4)                                    | (5)                           | (6) = (4) + (5)               | (7)  | (8)                                  | (9)                         | (10) = (8) + (9)             | (11)                        | (12)              | (13)              | (14)              | (15)             | (16)             |
|                                  | Cap gémini - évolutions applications | 287 125                   | 238 592                                   | 238 592                                     |  | 48 533                        | 48 533                        | 146 176                                    |                                      | 140 949                     | 140 949                      | 0                           | 0                 | 0                 | 0                 | 0                | 0                |
| <b>S/ T Marchés pluriannuels</b> |                                      | <b>287 125</b>            | <b>238 592</b>                            | <b>238 592</b>                              | <b>6 000 000</b>                       | <b>48 533</b>                 | <b>48 533</b>                 | <b>146 176</b>                             | <b>0</b>                             | <b>140 949</b>              | <b>140 949</b>               | <b>0</b>                    | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>         | <b>0</b>         |

## RECAPITULATIF

| Opération            | Nature                               | Prévision                 |   |   |  |                               |                               |  |                                      |                             |                              | Prévision 2016 et suivantes |                       |                   |                      |                  |                      |
|----------------------|--------------------------------------|---------------------------|---|---|--|-------------------------------|-------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------|----------------------|------------------|----------------------|
|                      |                                      | Coût total de l'opération | AE ouvertes les années antérieures à 2015 | AE consommées les années antérieures à 2015 | AE reprogrammées ou reportées en 2015* | AE nouvelles ouvertes en 2015 | TOTAL des AE ouvertes en 2015 | CP consommés les années antérieures à 2015 | CP reprogrammés ou reportés en 2015* | CP nouveaux ouverts en 2015 | TOTAL des CP ouverts en 2015 | AE prévus en 2016           | CP prévus en 2016     | AE prévus en 2017 | CP prévus en 2017    | AE prévus > 2017 | CP prévus > 2017     |
|                      |                                      | (1)                       | (2)                                       | (3)   | (4)                                    | (5)                           | (6) = (4) + (5)               | (7)  | (8)                                  | (9)                         | (10) = (8) + (9)             | (11)                        | (12)                  | (13)              | (14)                 | (15)             | (16)                 |
|                      | Subventions d'équipement             | 1 021 266 784,17          | 982 266 784,17                            | 895 791 975,63                              | 2 000 000,00                           | 39 000 000,00                 | 41 000 000,00                 | 668 411 001,54                             | 0,00                                 | 84 543 000,00               | 84 543 000,00                | 0,00                        | 67 537 000,00         | 0,00              | 55 991 000,00        | 0,00             | 36 938 780,90        |
|                      | Part territoriale                    | 220 224 093,00            | 102 096 093,00                            | 102 096 093,00                              | 2 000 000,00                           | 118 128 000,00                | 118 128 000,00                | 51 788 623,00                              | 0,00                                 | 55 497 641,00               | 55 497 641,00                | 0,00                        | 50 170 689,00         | 0,00              | 36 097 632,00        | 0,00             | 26 669 508,00        |
|                      | Grands événements                    | 8 990 000,00              | 5 090 000,00                              | 5 090 000,00                                | 2 000 000,00                           | 3 900 000,00                  | 3 900 000,00                  | 5 082 000,00                               | 0,00                                 | 1 008 000,00                | 1 008 000,00                 | 0,00                        | 1 875 000,00          | 0,00              | 1 025 000,00         | 0,00             | 0,00                 |
|                      | Emplois sportifs qualifiés nationaux | 1 698 000,00              | 1 698 000,00                              | 1 698 000,00                                | 4 000 000,00                           | 0,00                          | 0,00                          | 459 000,00                                 | 0,00                                 | 504 000,00                  | 504 000,00                   | 0,00                        | 504 000,00            | 0,00              | 192 000,00           | 0,00             | 39 000,00            |
|                      | Marchés pluriannuels                 | 287 125,02                | 238 591,51                                | 238 591,51                                  | 6 000 000,00                           | 48 533,00                     | 48 533,00                     | 146 176,02                                 | 0,00                                 | 140 949,00                  | 140 949,00                   | 0,00                        | 0,00                  | 0,00              | 0,00                 | 0,00             | 0,00                 |
| <b>TOTAL GENERAL</b> |                                      | <b>1 252 466 002,19</b>   | <b>1 091 389 468,68</b>                   | <b>1 004 914 660,14</b>                     | <b>16 000 000,00</b>                   | <b>161 076 533,00</b>         | <b>163 076 533,00</b>         | <b>725 886 800,56</b>                      | <b>0,00</b>                          | <b>141 693 590,00</b>       | <b>141 693 590,00</b>        | <b>0,00</b>                 | <b>120 086 689,00</b> | <b>0,00</b>       | <b>93 305 632,00</b> | <b>0,00</b>      | <b>63 647 288,90</b> |

TABLEAU 7 - COMPTE DE RESULTAT DETAILLE

## POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les crédits peuvent être individualisés sur des subdivisions de compte à plus de trois chiffres (obligatoirement pour les charges employeur au titre des pensions civiles)

| N° des postes | Charges décaissables | Intitulés des postes de charges                | EXECUTION 2014 | BUDGET 2015    | BR N° 1        | BUDGET + BR 2015 | N° des postes | produits encaissables | Intitulés des postes de produits                           | EXECUTION 2014 | BUDGET 2015 | BR N° 1  | BUDGET + BR 2015 |
|---------------|----------------------|--|----------------|----------------|----------------|------------------|---------------|-----------------------|--|----------------|-------------|----------|------------------|
| <b>60</b>     |                      | <b>Achats</b>                                  | <b>15 329</b>  | <b>39 000</b>  | <b>-13 000</b> | <b>26 000</b>    | <b>70</b>     |                       | <b>Ventes produits, prestations services, marchandises</b> | <b>0</b>       | <b>0</b>    | <b>0</b> | <b>0</b>         |
| 606           | X                    | Achats non stockés de matières et fournitures  | 15 329         | 39 000         | -13 000        | 26 000           | 706           | X                     | Prestations de services                                    | 0              |             |          | 0                |
| 60611         | X                    | Electricité                                    | 5 228          | 9 000          |                | 9 000            |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6063          | X                    | Fournitures d'entretien et de petit équipement | 3 293          | 15 000         | -10 000        | 5 000            | 708           | X                     | Produits des activités annexes                             | 0              |             |          | 0                |
| 6064          | X                    | Fournitures administratives                    | 6 808          | 10 000         |                | 10 000           |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6066          | X                    | Infirmierie et produits pharmaceutiques        | 0              | 5 000          | -5 000         | 0                |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6068          | X                    | Autres matières et fournitures non stockées    | 0              |                | 2 000          | 2 000            |               |                       |  |                |             |          |                  |
| <b>61</b>     |                      | <b>Services extérieurs</b>                     | <b>486 861</b> | <b>608 200</b> | <b>-33 000</b> | <b>575 200</b>   |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 612           | X                    | Redevances de crédit-bail                      | 0              |                |                |                  |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 613           | X                    | Locations                                      | 302 783        | 324 200        | 0              | 324 200          |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6132          | X                    | Locations immobilières                         | 295 257        | 315 000        |                | 315 000          |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6135          | X                    | Locations mobilières                           | 7 526          | 9 200          |                | 9 200            |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 614           | X                    | Charges locatives et de copropriété            | 75 244         | 100 000        |                | 100 000          |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 615           | X                    | Travaux d'entretien et réparations             | 98 102         | 165 000        | -33 000        | 132 000          |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6152          | X                    | Sur biens immobiliers                          | 0              |                |                |                  |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6156          | X                    | Travaux d'entretien                            | 98 102         | 165 000        | -33 000        | 132 000          |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 616           | X                    | Primes d'assurance                             | 4 184          | 5 000          |                | 5 000            |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 617           | X                    | Etudes et recherches                           | 0              |                |                |                  |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 618           | X                    | Divers   | 6 548          | 14 000         | 0              | 14 000           |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6181          | X                    | Documentation générale                         | 3 023          | 6 000          |                | 6 000            |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6183          | X                    | Documentation technique et bibliothèques       | 3 525          | 3 000          |                | 3 000            |               |                       |  |                |             |          |                  |
| 6185          | X                    | Frais de colloque, séminaires, conférences     | 0              | 5 000          |                | 5 000            |               |                       |  |                |             |          |                  |

| N° des postes | Charges décaissables | Intitulés des postes de charges                                     | EXECUTION 2014 | BUDGET 2015    | BR N° 1        | BUDGET + BR 2015 | N° des postes | produits encaissables | Intitulés des postes de produits | EXECUTION 2014 | BUDGET 2015 | BR N° 1 | BUDGET + BR 2015 |
|---------------|----------------------|---|----------------|----------------|----------------|------------------|---------------|-----------------------|----------------------------------|----------------|-------------|---------|------------------|
| <b>62</b>     |                      | <b>Autres services extérieurs</b>                                   | <b>246 841</b> | <b>237 600</b> | <b>296 000</b> | <b>533 600</b>   |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 622           | X                    | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires                        | 22 726         | 25 000         | 0              | 25 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6226          | X                    | Honoraires  | 22 726         | 20 000         |                | 20 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6227          | X                    | Frais d'actes et de contentieux                                     | 0              | 3 000          |                | 3 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6228          | X                    | Divers  | 0              | 2 000          |                | 2 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 623           | X                    | Information, publications, relations publiques                      | 22 119         | 37 000         | -5 000         | 32 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6231          | X                    | Annonces et insertions  | 2 000          | 2 000          |                | 2 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6233          | X                    | Foires et expositions   | 0              | 10 000         |                | 10 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6236          | X                    | Catalogues et imprimés  | 2 111          | 10 000         | -5 000         | 5 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6237          | X                    | Publications  | 11 808         | 10 000         |                | 10 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6238          | X                    | Divers  | 6 200          | 5 000          |                | 5 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 624           | X                    | Transport de biens, d'usagers et transports collectifs du personnel | 1 179          | 3 000          |                | 3 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 625           | X                    | Déplacements, missions et réceptions                                | 26 611         | 38 000         | -4 000         | 34 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6251          | X                    | Voyages et déplacements   | 3 017          | 5 000          |                | 5 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6254          | X                    | Frais d'inscription aux colloques                                   | 1 026          | 3 000          |                | 3 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6255          | X                    | Frais de déménagement   | 465            | 0              |                | 0                |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6256          | X                    | Missions  | 14 202         | 20 000         |                | 20 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6257          | X                    | Réceptions  | 7 901          | 10 000         | -4 000         | 6 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 626           | X                    | Frais postaux et frais de télécommunications                        | 15 730         | 25 000         | -3 000         | 22 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6261          | X                    | Frais postaux   | 7 527          | 10 000         |                | 10 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6262          | X                    | Frais de télécommunication  | 8 203          | 15 000         | -3 000         | 12 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 627           | X                    | Services bancaires et assimilés                                     | 20             | 1 000          |                | 1 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 628           | X                    | Autres prestations de service extérieur                             | 158 457        | 108 600        | 308 000        | 416 600          |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6283          | X                    | Formation continue du personnel de l'établissement                  |                | 8 000          | -3 000         | 5 000            |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6285          | X                    | Facturation des payes à façon                                       |                | 600            |                | 600              |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6286          | X                    | Contrats de nettoyage   |                | 20 000         |                | 20 000           |               |                       |                                  |                |             |         |                  |
| 6288          | X                    | Autres prestations extérieures diverses                             |                | 80 000         | 311 000        | 391 000          |               |                       |                                  |                |             |         |                  |



| N° des postes | Charges décaissables | Intitulés des postes de charges   | EXECUTION 2014   | BUDGET 2015      | BR N° 1       | BUDGET + BR 2015 | N° des postes | produits encaissables | Intitulés des postes de produits                     | EXECUTION 2014 | BUDGET 2015      | BR N° 1  | BUDGET + BR 2015 |
|---------------|----------------------|---|------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|-----------------------|--|----------------|------------------|----------|------------------|
| <b>63</b>     |                      | <b><u>Impôts, taxes et versements assimilés</u></b>                         | <b>149 706</b>   | <b>174 570</b>   | <b>-5 000</b> | <b>169 570</b>   |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 631           | X                    | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (adm. des impôts)   | 121 454          | 137 885          | 0             | 137 885          |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6311          | X                    | Taxe sur les salaires   | 121 454          | 137 885          |               | 137 885          |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6318          | X                    | Autres  | 0                | 0                |               | 0                |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 633           | X                    | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) | 20 459           | 21 685           | 0             | 21 685           |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6331          | X                    | Versement de transport  | 20 459           | 21 685           |               | 21 685           |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 635           | X                    | Autres impôts, taxes et versements assimilés (Adm. des impôts)              | 4 617            | 10 000           | -5 000        | 5 000            |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 63513         | X                    | Autres impôts locaux  | 0                | 0                |               | 0                |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 63514         | X                    | Taxe sur les bureaux de la région Ile de France                             | 0                | 0                |               | 0                |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6353          | X                    | Impôts indirects  | 0                | 0                |               | 0                |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6358          | X                    | Autres droits   | 4 617            | 10 000           | -5 000        | 5 000            |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 637           | X                    | Autres impôts, taxes et versements assimilés (Autres organismes)            | 3 176            | 5 000            |               | 5 000            |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| <b>64</b>     |                      | <b><u>Charges de personnel</u></b>  | <b>1 685 156</b> | <b>1 845 430</b> | <b>0</b>      | <b>1 845 430</b> | <b>74</b>     |                       | <b><u>Subventions d'exploitation</u></b>             | <b>140 000</b> | <b>1 200 000</b> | <b>0</b> | <b>1 200 000</b> |
| 641           | X                    | Rémunérations du personnel permanent  | 1 083 780        | 1 185 578        | 0             | 1 185 578        | 741           | X                     | Etat   | 0              | 0                | 0        | 0                |
| 6411          | X                    | Traitements   | 1 034 702        | 1 116 956        |               | 1 116 956        | 7411          | X                     | Ministère de tutelle                                 | 0              |                  |          | 0                |
| 6412          | X                    | Indemnités congés RTT payés   | -3 848           | 16 515           |               | 16 515           | 7418          | X                     | Autres ministères                                    | 0              |                  |          | 0                |
| 6413          | X                    | Indemnités résidentielles   | 21 037           | 22 307           |               | 22 307           |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6414          | X                    | Primes et indemnités diverses   | 14 043           | 10 600           |               | 10 600           | 744           | X                     | Collectivités publiques et organismes internationaux | 0              |                  |          | 0                |
| 6415          | X                    | Indemnités représentatives de frais   | 14 977           | 16 000           |               | 16 000           |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6416          | X                    | Supplément familial de traitement   | 2 869            | 3 200            |               | 3 200            | 746           | X                     | Dons et legs   | 0              | 1 200 000        |          | 1 200 000        |
| 6417          | X                    | Allocation pour perte d'emploi  | 0                | 0                |               | 0                |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 643           | X                    | Rémunération du personnel non permanent                                     | 42 017           | 41 591           | 0             | 41 591           | 748           | X                     | Autres subventions d'exploitation                    | 140 000        |                  |          | 0                |
| 6431          | X                    | Traitements   | 40 793           | 30 671           |               | 30 671           |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6433          | X                    | Indemnités résidentielles   | 1 224            | 920              |               | 920              |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6434          | X                    | Primes et indemnités diverses   | 0                | 0                |               | 0                |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6436          | X                    | Supplément familial de traitement   | 0                | 0                |               | 0                |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6437          | X                    | Indemnités de préavis de licenciement                                       | 0                | 10 000           |               | 10 000           |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 645           | X                    | Charges de sécurité sociale et de prévoyance                                | 539 564          | 593 261          | 0             | 593 261          |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6451          | X                    | Cotisations à l'URSSAF  | 158 449          | 164 651          |               | 164 651          |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 6453          | X                    | Cotisations aux Caisses de retraite et de pensions civiles                  | 381 115          | 428 610          | 0             | 428 610          |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 64531         | X                    | Pensions civiles  | 364 609          | 413 098          |               | 413 098          |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 64533         | X                    | Cotisations RAFP  | 4 963            | 5 537            |               | 5 537            |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 64534         | X                    | IRCANTEC  | 11 544           | 9 975            |               | 9 975            |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 646           | X                    | Rémunérations diverses (vacations,...)                                      | 0                | 0                |               | 0                |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 647           | X                    | Autres charges sociales   | 19 796           | 25 000           |               | 25 000           |               |                       |  |                |                  |          |                  |
| 648           | X                    | Autres charges de personnel   | 0                | 0                |               | 0                |               |                       |  |                |                  |          |                  |

| N° des postes | Charges décaissables | Intitulés des postes de charges   | EXECUTION 2014     | BUDGET 2015        | BR N° 1        | BUDGET + BR 2015   | N° des postes | produits encaissables | Intitulés des postes de produits                                  | EXECUTION 2014     | BUDGET 2015        | BR N° 1        | BUDGET + BR 2015   |
|---------------|----------------------|---|--------------------|--------------------|----------------|--------------------|---------------|-----------------------|---|--------------------|--------------------|----------------|--------------------|
| <b>65</b>     |                      | <b>Autres charges de gestion courante</b>   | <b>294 694 223</b> | <b>254 842 550</b> | <b>0</b>       | <b>254 842 550</b> | <b>75</b>     |                       | <b>Autres produits de gestion courante</b>                        | <b>273 456 646</b> | <b>259 500 000</b> | <b>0</b>       | <b>259 500 000</b> |
| 651           | X                    | Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires  | 0                  |                    |                |                    |               |                       |   |                    |                    |                |                    |
| 657           | X                    | Subventions et contributions versées aux tiers  | 294 688 822        | 254 842 550        | 0              | 254 842 550        | 757           | X                     | Produits spécifiques  | 272 200 000        | 259 200 000        | 0              | 259 200 000        |
| 6571          | X                    | Subventions d'équipements sur engagements antérieurs  | 934 900            | 500 000            |                | 500 000            | 7571          | X                     | Produit principal Française des Jeux hors paris sportifs en ligne | 176 300 000        | 163 300 000        |                | 163 300 000        |
| 6572          | X                    | Subventions d'équipements sur engagements nouveaux CNDS (1)   | 48 386 337         | 51 403 000         |                | 51 403 000         | 7572          | X                     | Produit complémentaire Française des Jeux                         | 24 000 000         | 24 000 000         |                | 24 000 000         |
| 6573          | X                    | Subventions d'équipements politiques contractuelles (2)   | 70 626 943         | 32 640 000         |                | 32 640 000         | 7573          | X                     | Produit Droits télévisuels 5%                                     | 40 900 000         | 40 900 000         |                | 40 900 000         |
| 6574          | X                    | Subventions de fonctionnement "Part territoriale"   | 132 269 029        | 132 084 550        | 2 700 000      | 134 784 550        | 7574          | X                     | Produit Française des jeux - Paris sportifs                       | 19 892 572         | 20 000 000         |                | 20 000 000         |
| 6575          | X                    | Subventions de fonctionnement "Part nationale"  | 22 831 613         | 17 515 000         | 1 000 000      | 18 515 000         | 7575          | X                     | Produit autres opérateurs - Paris sportifs en ligne               | 11 107 428         | 11 000 000         |                | 11 000 000         |
| 6576          | X                    | Fonds de concours au budget de l'Etat   | 19 500 000         | 19 500 000         | -3 700 000     | 15 800 000         | 7578          | X                     | Autres Produits   | 0                  | 0                  |                | 0                  |
| 6577          | X                    | Subventions Plan de relance   | 140 000            |                    |                |                    |               |                       |   |                    |                    |                |                    |
| 6578          | X                    | Subventions "sport santé bien être"   |                    | 1 200 000          |                | 1 200 000          |               |                       |   |                    |                    |                |                    |
| 658           | X                    | Charges diverses de gestion courante  | 5 401              |                    |                |                    | 758           | X                     | Produits divers de gestion courante                               | 1 256 646          | 300 000            |                | 300 000            |
| <b>66</b>     |                      | <b>Charges financières</b>  | <b>0</b>           | <b>1 000</b>       | <b>0</b>       | <b>1 000</b>       | <b>76</b>     |                       | <b>Produits financiers</b>  | <b>24 640</b>      | <b>0</b>           | <b>0</b>       | <b>0</b>           |
| 661           | X                    | Charges d'intérêts  | 0                  |                    |                |                    | 764           | X                     | Revenus des valeurs mobilières de placement                       | 0                  |                    |                | 0                  |
| 668           | X                    | Autre charges financières   | 0                  | 1 000              |                | 1 000              | 767           | X                     | Produits nets sur cessions de VMP                                 | 0                  |                    |                | 0                  |
|               |                      |   |                    |                    |                |                    | 7688          | X                     | Autres produits financiers  | 24 640             |                    |                | 0                  |
| <b>67</b>     |                      | <b>Charges exceptionnelles</b>  | <b>2 000</b>       | <b>10 000</b>      | <b>-5 000</b>  | <b>5 000</b>       | <b>77</b>     |                       | <b>Produits exceptionnels</b>                                     | <b>10 313</b>      | <b>0</b>           | <b>0</b>       | <b>0</b>           |
| 671           | X                    | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion   | 0                  | 10 000             | -5 000         | 5 000              | 771           | X                     | Produits exceptionnels sur opérations de gestion                  | 0                  |                    |                | 0                  |
| 675           |                      | Valeurs comptables des éléments d'actif cédés   | 0                  | 0                  |                | 0                  | 775           | X                     | Produits de cessions d'éléments d'actifs                          | 0                  |                    |                | 0                  |
| 678           | X                    | Autres charges exceptionnelles  | 2 000              | 0                  |                | 0                  | 777           | X                     | Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat     | 0                  |                    |                | 0                  |
|               |                      |   |                    |                    |                |                    | 778           | X                     | Autres produits exceptionnels                                     | 10 313             |                    |                | 0                  |
| <b>68</b>     |                      | <b>Dotations aux amortissements et provisions</b>   | <b>112 710</b>     | <b>160 000</b>     | <b>0</b>       | <b>160 000</b>     | <b>78</b>     |                       | <b>Reprises sur amortissements et provisions</b>                  | <b>3 375</b>       |                    |                | <b>0</b>           |
| 681           |                      | Dotations aux amortissements et aux provisions  | 112 568            | 160 000            |                | 160 000            |               |                       |   |                    |                    |                |                    |
| 687           |                      | Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnelles  | 142                |                    |                | 0                  |               |                       |   |                    |                    |                |                    |
|               |                      | <b>Total des charges</b>  | <b>297 392 826</b> | <b>257 918 350</b> | <b>240 000</b> | <b>258 158 350</b> |               |                       | <b>Total des produits</b>   | <b>273 634 974</b> | <b>260 700 000</b> | <b>0</b>       | <b>260 700 000</b> |
|               |                      | <b>Excédent de l'exercice</b>   | <b>0</b>           | <b>2 781 650</b>   | <b>0</b>       | <b>2 541 650</b>   |               |                       | <b>Déficit de l'exercice</b>                                      | <b>23 757 852</b>  | <b>0</b>           | <b>240 000</b> | <b>0</b>           |
|               |                      | Totaux égaux en recettes et en dépenses   | 297 392 826        | 260 700 000        | 240 000        | 260 700 000        |               |                       | Totaux égaux en recettes et en dépenses                           | 297 392 826        | 260 700 000        | 240 000        | 260 700 000        |
|               |                      | Total des charges "décaissables" (a)  | 297 280 115        | 257 758 350        | 240 000        | 257 998 350        |               |                       | Total des produits "encaissables" (b)                             | 273 631 599        | 260 700 000        | 0              | 260 700 000        |
|               |                      | <b>Capacité d'autofinancement (b) (a) (C775)*</b>   | <b>0</b>           | <b>2 941 650</b>   | <b>0</b>       | <b>2 701 650</b>   |               |                       | <b>Insuffisance d'autofinancement (b) (a) (C775)*</b>             | <b>23 648 517</b>  | <b>0</b>           | <b>240 000</b> | <b>0</b>           |
|               |                      | * bien que produits encaissables les produits de cessions d'actifs sont neutralisés dans le calcul de la CAF car ce sont des ressources issues du patrimoine assimilées à des ressources stables et figurant à ce titre en ressources du tableau de financement abrégé prévisionnel |                    |                    |                |                    |               |                       |   |                    |                    |                |                    |

(1) (2) Budget 2015 corrigé pour mise en conformité avec délibération 2014-26 et présentation lors du conseil d'administration du 19/11/2014

(1) 6572 : 51 403 000 au lieu de 50 128 000 soit + 1 275 000

(2) 6574 : 132 084 550 au lieu de 135 084 550 soit - 3 000 000

TABLEAU 8 - TABLEAU DE FINANCEMENT DETAILLE

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

TABLEAU DE FINANCEMENT DETAILLE

| EMPLOIS   | EXECUTION<br>2014 | BUDGET 2015      | BR N° 1 2015   | BUDGET + BR<br>2015 | RESSOURCES   | EXECUTION<br>2014 | BUDGET 2015      | BR N° 1 2015   | BUDGET + BR<br>2015 |
|---|-------------------|------------------|----------------|---------------------|--|-------------------|------------------|----------------|---------------------|
| <b>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT</b>                             | <b>23 648 517</b> | <b>0</b>         | <b>240 000</b> | <b>0</b>            | <b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>  | <b>0</b>          | <b>2 941 650</b> | <b>0</b>       | <b>2 701 650</b>    |
| Immobilisation incorporelles (C 20)                               | 100 505           | 260 000          |                | 260 000             | Apports (C 102, 103)   | 0                 | 0                | 0              | 0                   |
| Immobilisations corporelles (C 21)                                | 22 635            | 30 000           |                | 30 000              | Subventions d'investissement (C 13)                                      | 0                 | 0                | 0              | 0                   |
| Immobilisations en cours (C 23)                                   | 0                 | 0                |                | 0                   | <b>Autres ressources</b> ( hors opérations d' ordres intégrées à la CAF) | 9000              |                  |                |                     |
| Participations et autres immobilisations financières (C 26, C 27) | 0                 | 0                |                |                     | Aliénations ou cessions d' immobilisations (C 775)                       | 0                 |                  |                |                     |
| Remboursement des dettes financières (C 16, C 17)                 | 0                 | 0                |                | 0                   | Augmentation des dettes financières (C 16, C 17)                         | 0                 |                  |                |                     |
| <b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>                                      | <b>23 771 657</b> | <b>290 000</b>   | <b>240 000</b> | <b>290 000</b>      | <b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>  | <b>9 000</b>      | <b>2 941 650</b> | <b>0</b>       | <b>2 701 650</b>    |
| <b>APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (7)=(6)-(5)</b>                   | <b>0</b>          | <b>2 651 650</b> | <b>0</b>       | <b>2 411 650</b>    | <b>PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT (8)=(5)-(6)</b>                 | <b>23 762 657</b> | <b>0</b>         | <b>240 000</b> | <b>0</b>            |



## TABLEAUX COMPLEMENTAIRES POUR INFORMATION

## TABLEAU I - AUTORISATIONS BUDGETAIRES

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| DEPENSES  |                    |                    |
|---|--------------------|--------------------|
|   | Montants           |                    |
|   | AE                 | CP                 |
| <b>Personnel</b>                                | 2 005 000          | 2 005 000          |
| <i>dont charges de pensions civiles</i>         | 413 098            | 413 098            |
| <b>Fonctionnement</b>                           | 1 150 800          | 1 150 800          |
| <b>Intervention</b>                             | 273 639 909        | 255 911 550        |
| <b>Mécénat</b>                                  | 1 200 000          | 1 200 000          |
| <b>Investissement</b>                           | 197 585            | 290 000            |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES AE (A) CP (B)</b>         | <b>278 193 294</b> | <b>260 557 350</b> |
| <b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b> | <b>-</b>           |                    |

| RECETTES           |  |
|--------------------|--|
| Montants           |  |
|                    | <b>Recettes globalisées</b>                    |
|                    | Subvention pour charges de service public      |
|                    | Autres financements de l'Etat                  |
| 259 200 000        | Fiscalité affectée                             |
|                    | Autres financements publics                    |
| 300 000            | Recettes propres                               |
| 600 000            | Mécénat  |
| -                  | <b>Recettes fléchées</b>                       |
|                    | Financements de l'Etat fléchés                 |
|                    | Autres financements publics fléchés            |
|                    | Mécénats fléchés                               |
|                    | Autres recettes fléchées                       |
| <b>260 100 000</b> | <b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>                  |
| <b>457 350</b>     | <b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b> |

## TABLEAU II - EQUILIBRE FINANCIER

### POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| BESOINS (utilisation des financements)  |                  |    | FINANCEMENTS (couverture des besoins) |   |
|---|------------------|----|---------------------------------------|---|
| Solde budgétaire (déficit) (D2)*  | 457 350          |    | -                                     | Solde budgétaire (excédent) (D1)*   |
| Remboursements d'emprunts (b1)  |                  |    |                                       | Nouveaux emprunts (b2)  |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**<br>(décaissements de l'exercice)                            | 1 128 500        |    | -                                     | Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**<br>(encaissements de l'exercice)                            |
| Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)<br>(non budgétaires)   | 17 000           |    |                                       | Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)<br>(non budgétaires)   |
| Autres encaissements divers   |                  |    |                                       |   |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b> | <b>1 602 850</b> | et | -                                     | <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b> |
| <b>Variation de trésorerie (ABONDEMENT) (I)= (2) - (1)</b>  | <b>-</b>         | ou | <b>1 602 850</b>                      | <b>Variation de trésorerie (PRELEVEMENT) (II)=(1) - (2)</b>   |
| <i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>  | -                | ou | -                                     | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>  |
| <i>dont Abondement de la trésorerie disponible (d) (non fléchée)</i>  | -                | ou | <b>1 602 850</b>                      | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (d) (non fléchée)</i>  |
| <b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>  | <b>1 602 850</b> | et |                                       | <b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>  |

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

**TABLEAU III - TABLEAU DE PASSAGE ENTRE LA COMPTABILITE BUDGETAIRE ET LA  
COMPTABILITE GENERALE**

**POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

|  | SENS                |
|--|---------------------|
| <b>SOLDE BUDGETAIRE</b>  | <b>-457 350,00</b>  |
| <b>Opérations comptables non budgétaires</b>   |                     |
| <b>Opérations d'inventaire : dotations de l'exercice</b>   |                     |
| Charges à payer (y c. les intérêts courus non échus)   | 10 928 589,00       |
| Produits à recevoir (y c. les intérêts courus non échus)   | +                   |
| Charges constatées d'avance  | +                   |
| Produits constatés d'avance  | -                   |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions  | 160 000,00          |
| <b>Opérations d'inventaire : reprises de l'exercice (idem ci-dessus, en sens inverse)</b>          |                     |
| Contre-passation des charges à payer N-1 (y c. les intérêts courus non échus)                      | 13 197 589,00       |
| Contre-passation des produits à recevoir N-1 (y c. les intérêts courus non échus)                  | -                   |
| Contre-passation des charges constatées d'avance N-1   | -                   |
| Contre-passation des produits constatés d'avance N-1   |                     |
| Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions   | +                   |
| <b>Autres opérations comptables non budgétaires</b>  |                     |
| Variation des stocks d'approvisionnements et marchandises  | -                   |
| Variation des stocks d'en-cours et de production et de produits                                    | +                   |
| Production immobilisée   | +                   |
| Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat                                      | +                   |
| Valeur comptable des éléments d'actif cédés  | -                   |
| Charges sur créances irrécouvrables  | -                   |
| <b>Opérations budgétaires et comptables bilancielle (i.e. sans impact au résultat patrimonial)</b> |                     |
| Acquisitions d'immobilisations   | 290 000,00          |
| Avances versées sur commandes et pénalités   | +                   |
| Avances et acomptes versés sur rémunérations   | +                   |
| <i>Autres dépenses inscrites à des postes de bilan</i>   | +                   |
| Financement de l'actif par l'État  | -                   |
| Financement de l'actif par des tiers autres que l'État   | -                   |
| Avances et acomptes reçus  | -                   |
| <i>Autres recettes inscrites à des postes de bilan</i>   | -                   |
| <b>Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur</b>                     |                     |
| Titres émis sur versement en N-1   | 600 000,00          |
| Recouvrements sur titres des exercices antérieurs  | -                   |
| Mandats (sur compte de charges) pris en charge sur l'exercice<br>mais non soldés à la clôture      | -                   |
| Païement sur l'exercice de mandats pris en charge en N-1   | +                   |
| <b>RESULTAT PATRIMONIAL</b>  | <b>2 541 650,00</b> |